

# Les trois Europes

## Populations et comportements macro-économiques

**Monique Fouet,**

*Département des diagnostics de l'OFCE*

*Les critères de convergence définis dans le Traité de Maastricht s'appliquent à des grandeurs macro-économiques : le rythme de hausse des prix, le déficit budgétaire et la dette publique, le niveau des taux d'intérêt à long terme, les fluctuations des taux de change. Or ces grandeurs ne sont pas des données à qui l'on puisse assigner des normes atemporelles et universelles : elles traduisent un certain mode de fonctionnement économique, politique et social. Vouloir leur donner le même niveau dans tous les pays qui souhaitent faire monnaie commune d'ici la fin de la décennie, c'est faire l'hypothèse que ces pays auront à ce moment-là grosso modo le même niveau de développement économique, mais aussi le même type d'organisation économique et sociale.*

*Implicitement, ces critères signifient que certains membres de la Communauté Européenne ne pourront pas adhérer à l'UEM en 1997 ni même en 1999. En effet il est impossible qu'ils se soient d'ici là identifiés aux pays vertueux idéalisés dans le Traité de Maastricht, cette vertu ayant pour fondement la richesse ; c'est notamment le cas du Portugal et de la Grèce, et de manière moins prononcée de l'Espagne. D'autres membres ont le niveau requis de développement, mais non le mode de fonctionnement exigé : c'est le cas de l'Italie, qui devrait faire de telles prouesses budgétaires que le prix en serait une longue et profonde récession. En revanche certains pays non membres de la Communauté qui souhaitent adhérer à terme à celle-ci et à l'UEM pourraient satisfaire aux critères de convergence soit avec facilité (la Suisse et dans une moindre mesure l'Autriche), soit en remettant en cause leur fonctionnement socio-économique : c'est le cas des pays scandinaves.*

*Le présent article s'attache à l'un des fondements situés le plus en amont des comportements macro-économiques des agents privés et publics : la population qui fait preuve de tels comportements. Le champ couvert est l'Europe occidentale, que les pays appartiennent (pour 12 d'entre eux) ou non (6) à la CE au moment où cet article est rédigé, c'est-à-dire l'automne 1992. Ce n'est du reste pas entre ces deux groupes que les clivages sont les plus marqués. La typologie qui se dégage des différents indicateurs observés (démographie, degré d'emploi, niveau de vie...) fait assez clairement apparaître trois zones géographiques. Chacune d'entre elles se compose d'un noyau dur de pays aux caractéristiques voisines, et de pays qui leur sont périphériques.*

*Les données chiffrées sont analysées jusqu'à la fin de l'année 1989 pour deux raisons. La première est qu'à cette date l'Allemagne était encore l'Allemagne de l'Ouest. La seconde est qu'il s'agissait presque partout d'un sommet de cycle conjoncturel, ce qui autorise la comparaison à la fois dans l'espace et dans le temps avec l'année 1973. On ne s'interdit pas pour autant de commenter les résultats à la lumière des événements plus récents.*

## **La démographie**

### ***Un renouveau démographique s'est amorcé en Europe du Nord et Europe germanique, contrairement à l'Europe du Sud***

En 1989, avec près de 63 millions d'habitants, l'Allemagne était le pays le plus peuplé d'Europe. Elle était suivie de très près par l'Italie, le Royaume-Uni et la France qui comptaient chacun 57 millions d'habitants (tableau 1).

Cette configuration diffère notablement de celle qui prévalait au milieu des années cinquante. La France était à l'époque le moins peuplé des grands, avec 43 millions d'habitants tandis que l'Italie en comptait 48, le Royaume-Uni 51 et l'Allemagne 52. L'augmentation de la population de la France a été l'une des plus fortes d'Europe, n'étant dépassée que par celle de l'Espagne, de la Suisse et des Pays-Bas <sup>(1)</sup>. La croissance britannique à l'inverse figure parmi les plus faibles, seules la Belgique et l'Autriche ayant progressé moins encore. La discordance entre Pays-Bas et Belgique, trop souvent considérés comme identiques, mérite d'être soulignée : la croissance démographique de longue période a été la plus rapide d'Europe occidentale dans le premier de ces pays, la plus lente dans le second. Alors qu'en 1955 il y avait 120 habitants aux Pays-Bas pour 100 en Belgique, il y en a aujourd'hui 150.

---

(1) Et de l'Islande, mais ce petit pays enregistre des fluctuations qui ne peuvent guère se comparer aux autres.

1. La population des pays européens

Niveau en 1989, en millions ; (accroissement de 1955 à 1990, en %)

Europe du Nord	Europe Germanique	Europe du Sud
	Allemagne 62,7 (20)	Italie 57,7 (20)
	Royaume-Uni 57,4 (12)	France 56,4 (30)
		Espagne 39,0 (33)
	Pays Bas 14,9 (39)	Portugal 10,5 (22)
		Grèce 10,1 (26)
		Belgique 9,9 (11)
Suède 8,6 (18)		
	Autriche 7,7 (11)	
	Suisse 6,7 (35)	
Danemark 5,1 (16)		
Finlande 5,0 (17)		
Norvège 4,2 (24)		
		*Irlande 3,5 (20)
	Luxembourg 0,4 (25)	
Islande 0,3 (59)		
Total 52 (15)	Total 154 (21)	Total 154 (26)

\* La suite de l'article justifiera ce classement géographiquement bizarre

Source : FMI.

Les accroissements de population ne se sont pas déroulés à un rythme constant. Dans la plupart des pays, le taux de croissance s'est progressivement ralenti pendant trente ans. Puis cette tendance s'est inversée au milieu des années quatre-vingt dans la totalité des pays d'Europe germanique et la plupart des pays d'Europe du Nord (annexe 1). Le ralentissement s'est en revanche poursuivi dans la totalité des pays d'Europe du Sud. En Irlande la population a franchement baissé sous l'effet de l'émigration.

La natalité est le premier élément explicatif de ces variations. Les niveaux et les variations des taux de natalité <sup>(2)</sup> s'expliquent en partie par la proportion de femmes en âge de procréer dans la population totale. Mais les inflexions de tendance révèlent surtout des modifications dans les comportements socio-économiques, modifications qui sont très différentes selon les zones.

Les taux de natalité avaient baissé partout à partir de 1965-1967, mais pas avec la même ampleur, ni pour atteindre des niveaux identiques (annexe 2). Ainsi la baisse du taux français apparaît-elle peu importante au regard de celle de l'Allemagne ou de l'Italie. Ce mouvement ne s'est poursuivi au cours des années récentes qu'en Europe du Sud. C'est du reste là que les niveaux des taux de natalité sont actuellement les plus bas. En Europe du Nord au contraire, le redressement opéré depuis quelques années est tel que les taux de natalité atteignent les niveaux les plus élevés, légèrement devant ceux de l'Europe germanique.

Les taux de mortalité <sup>(3)</sup> ont très peu varié entre 1965 et 1990. Leurs niveaux diffèrent d'un pays à l'autre principalement en raison de l'âge moyen de la population, le niveau de vie ne différenciant que faiblement les pays européens à cet égard. Les taux les plus élevés s'observent en Europe du Nord et en Europe germanique, où ils sont généralement compris entre 10 et 11,5 p. 1000 ; ils sont compris entre 8 et 10 en Europe du Sud (la France se situe à 9,4).

En conséquence, le taux d'accroissement naturel <sup>(4)</sup> des populations varie essentiellement comme le taux de natalité. La hiérarchie des taux d'accroissement naturel est proche de celle des taux de natalité tant en niveau qu'en mouvement. En moyenne au cours des années 1985-1989 le taux d'accroissement naturel était exceptionnellement élevé (supérieur à 7 p. 1000) dans deux petits pays, l'Islande et l'Irlande. A l'autre extrême il était encore légèrement négatif en Allemagne, mais se rapprochait de zéro.

Le taux d'accroissement naturel est en partie compensé par celui du solde migratoire <sup>(5)</sup> (annexe 3). Là où la croissance naturelle est trop faible on fait appel à l'immigration, ce qui était jusqu'au premier choc pétrolier le cas de bon nombre de pays d'Europe germanique et d'Europe du Nord. Là où elle est trop forte on émigre : c'est le cas de la plupart des pays d'Europe du Sud jusqu'aux premier et/ou deuxième chocs pétroliers. Un solde qui redevient positif ne signifie pas nécessairement que le pays a accédé à un niveau de développement suffisant, mais plutôt que ses ressortissants sont expulsés des autres pays européens ou à tout le moins ne parviennent plus à y entrer.

Le Royaume-Uni présente un cas de figure intéressant : non seulement son accroissement naturel a été très faible, mais encore c'était un pays d'émigration jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Le taux de croissance démographique total a été maintenu bas, cause et/ou conséquence de l'extrême lenteur de la croissance du PIB.

---

(2) Nombre d'enfants nés vivants dans l'année pour 1000 habitants.

(3) Nombre de décès survenus dans l'année pour 1000 habitants.

(4) Taux de natalité moins taux de mortalité.

(5) Nombre d'immigrants moins nombre d'émigrants dans l'année pour 1000 habitants. Il s'agit évidemment de chiffres officiels, qui peuvent parfois sous-estimer la réalité. Les résultats récemment publiés du recensement français de 1990 font apparaître une immigration supérieure à ce qui était envisagé jusque là.

Dans bon nombre de pays, l'immigration a redémarré depuis quelques années. Certes en Allemagne cela est en partie dû à l'ouverture des frontières est-allemandes. Mais dans beaucoup d'autres pays, notamment scandinaves, le redémarrage ne semble pas avoir de lien immédiat avec ce phénomène.

Au total l'Europe du Nord et l'Europe germanique ont renoué depuis le milieu des années quatre-vingt avec le dynamisme démographique sous l'effet du redressement de la natalité et de l'immigration. En Europe du Sud en revanche le ralentissement se poursuit (tableau 2).

## 2. Le dynamisme démographique au cours des années récentes

Variation des taux, pour 1000 habitants, entre 1985 et 1989

Natalité \ Immigration	$\geq + 1$	0 à 1	$\leq 0$
$\geq + 2$	Allemagne Suède Islande	Luxembourg Suisse Autriche	
0 à 2	Norvège Danemark	Pays-Bas Belgique Royaume-Uni	Portugal
$\leq 0$		France	Grèce Italie Irlande Finlande Espagne

Sources : Calculs OFCE d'après OCDE, statistiques de la population active.

### **Dans l'immédiat toutefois l'Europe du Sud demeure la zone la plus jeune**

La démographie naturelle et les migrations se sont combinées pour modifier sensiblement la structure par âge des populations européennes au cours des 25 dernières années. Le point le plus marquant est un vieillissement de la population : entre 1965 et 1989 la proportion de personnes âgées de moins de 15 ans a partout diminué tandis que celle des personnes âgées de plus de 65 ans a partout augmenté (annexe 4). En fin de période c'est dans l'Europe germanique qu'il y avait le moins de jeunes, en Europe du Sud hors Italie qu'il y en avait le plus; l'Europe du Nord occupait une position intermédiaire. C'est en Europe du Sud qu'il y avait le moins de personnes âgées, en Europe du Nord qu'il y en avait le plus.

Ces deux caractéristiques se combinent pour faire de l'Allemagne et de la Suède les deux pays où les personnes âgées sont plus nombreuses que les jeunes. L'Italie s'en rapproche, à la suite d'un vieillissement extrêmement rapide (annexe 5). Dans les autres pays d'Europe du Sud en revanche on compte encore 3 jeunes pour 2 personnes âgées.

En définitive, en Europe du Nord et plus encore en Europe germanique, la croissance démographique s'était ralentie pendant trois décennies au point de laisser parfois place à une diminution. Or ces populations vieilles se caractérisent depuis le milieu des années quatre-vingt par un renouveau démographique. Dans le cas de l'Allemagne et de certains pays germaniques (notamment l'Autriche), cette inflexion de tendance est fortement renforcée depuis 1990 — et continuera à l'être au cours des prochaines années — avec la chute des régimes communistes en raison de l'afflux d'immigrants d'Europe de l'Est. La configuration est exactement inverse en Europe du Sud.

Il est vraisemblable que cela influencera à plus ou moins brève échéance les choix individuels et collectifs qui constituent l'un des déterminants des comportements macro-économiques. Il est notamment vraisemblable que les orientations des politiques économiques qui différencient les zones européennes depuis deux décennies ne se poursuivront pas à l'identique au cours des deux prochaines décennies. Europe du Nord et Europe germanique, qui n'étaient guère incitées à la croissance rapide de leur production, finiront par l'être sous la seule pression du nombre. Cela ne signifie toutefois pas que l'Europe du Sud se contenterait d'une croissance lente, les problèmes majeurs y demeurant l'emploi et le niveau de vie.

## L'emploi

### ***En Europe du Nord, le taux d'activité s'est longtemps élevé en même temps que le degré d'emploi***

Les statistiques internationales retiennent les seuils de 15 et 64 ans comme délimitant à peu près la population d'âge actif, c'est-à-dire celle susceptible d'exercer un emploi. La borne minimale est toujours légale et stricte : en dessous d'un certain âge, il est interdit d'occuper un emploi rémunéré. La borne maximale l'est rarement. Elle est d'ordre institutionnel et permissif, puisqu'elle désigne l'âge auquel les salariés peuvent prétendre à bénéficier d'une retraite à plein taux, non un âge auquel elle leur serait imposée. Cet âge diffère selon les pays et dans le temps, puisqu'il a été presque partout abaissé durant les années quatre-vingt. L'interdiction d'occuper un emploi salarié au-delà d'un certain âge ne concerne en général que la fonction publique. Au surplus, rien n'interdit aux non-salariés de continuer à exercer leur activité passé ce seuil. Dans la majorité des pays toutefois la proportion de personnes ayant dépassé l'âge de la retraite et qui continuent à exercer une activité

rémunérée est faible. Ces approximations n'invalident pas les comparaisons spatio-temporelles ; elles incitent simplement à considérer les ordres de grandeur et non les chiffres précis.

Le double mouvement précité d'accroissement relatif des plus de 65 ans et de diminution relative des moins de 15 ans ne s'est pas du tout traduit par une baisse relative de la population d'âge actif. Bien au contraire, entre 1965 et 1989, la proportion de personnes âgées de 15 à 64 ans dans la population totale s'est accrue partout sauf en Suède où le niveau de 1989 est simplement identique à celui de 1965. L'éventail géographique actuel est assez resserré : environ les deux tiers des populations sont d'âge actif dans tous les pays européens.

Ces populations d'âge actif se répartissent en « inactifs », c'est-à-dire hommes et femmes qui ne cherchent pas à exercer un emploi rémunéré, et « population active » (appelés également « actifs ») c'est-à-dire tous les autres, qu'ils soient chômeurs ou effectivement occupés.

L'augmentation des populations actives entre 1965 et 1989 dessine une tout autre configuration que celle des populations d'âge actif (annexe 6). Ainsi l'augmentation des populations d'âge actif a été quasiment la même (puisque'elle est comprise entre 10 et 15 %) dans les pays suivants : Allemagne, Belgique, Portugal, Danemark, Autriche, Suisse, Finlande. Mais l'augmentation des populations actives a varié dans un intervalle qui va de 30 % au Portugal et au Danemark à 10 % en Belgique et en Allemagne. Symétriquement des pays tels que la Suède, la Finlande, la Suisse, la France et l'Espagne ont enregistré une croissance de la population active d'environ 20 % alors que leurs populations d'âge actif s'accroissaient dans un intervalle s'étageant de 28 % en Espagne à 6 % en Suède.

Rappelons que le « taux d'activité » mesure le rapport entre la population active (actifs occupés + chômeurs) et la population d'âge actif. Tautologiquement, là où le taux d'activité a été quasiment stable (Europe germanique et Italie) la variation de la population active a été proche de celle de la population d'âge actif. La variation de la population active a en revanche largement reflété les variations de taux d'activité dans deux cas de figure opposés :

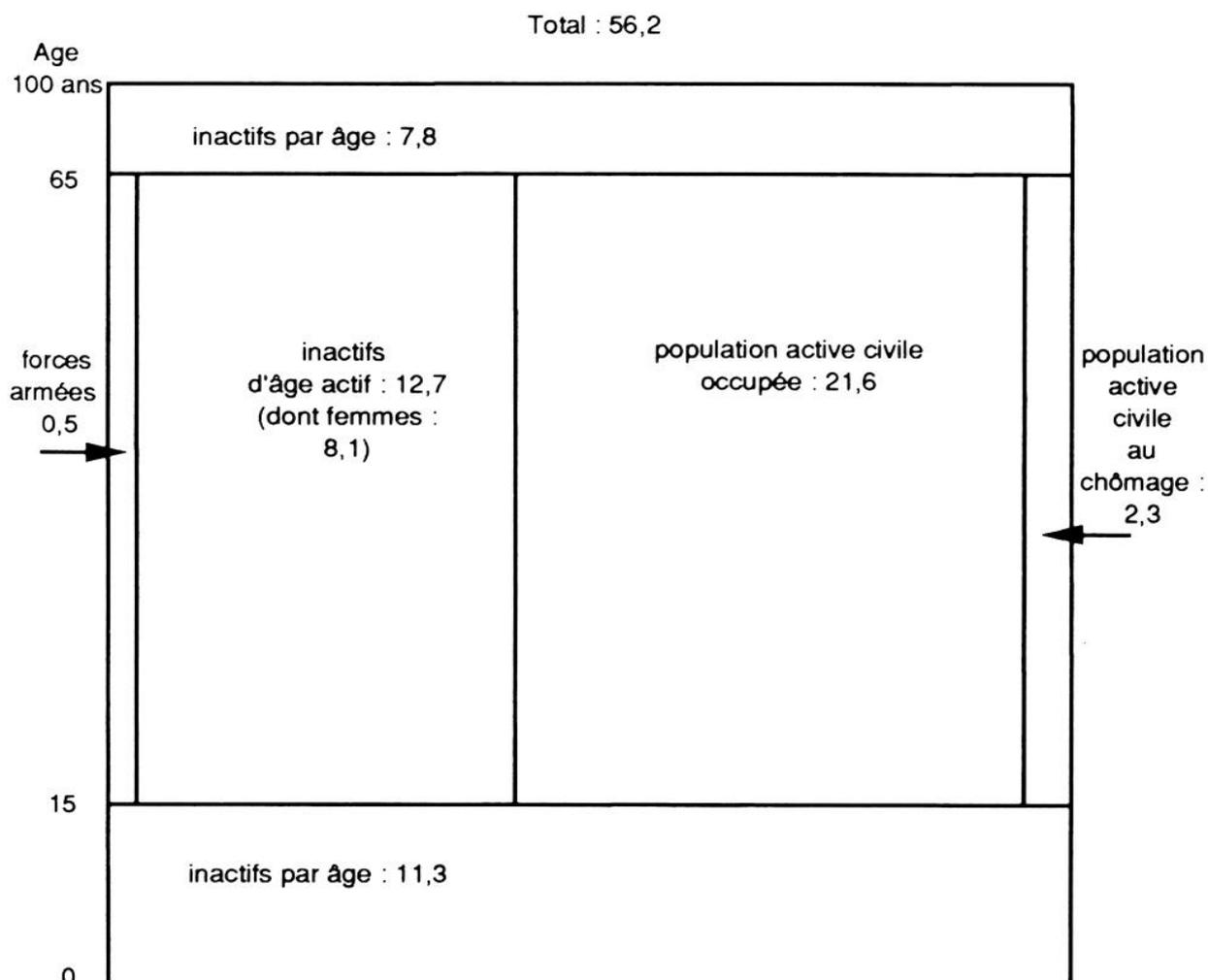
- une forte baisse des taux d'activité en Espagne et en Irlande, compensant partiellement une croissance trop rapide de la population d'âge actif ;
- une importante élévation des taux d'activité en Europe du Nord (où, on le verra, ils ont fait plus que compenser une faible croissance de la population d'âge actif) mais aussi dans certains pays d'Europe du Sud (Portugal, Grèce) et certains pays d'Europe germanique (Luxembourg, Pays-Bas).

En France en 1989 le taux d'activité était de 66 % (tableau 3). En creux, donc, 1 personne sur 3 en âge de travailler ne cherchait pas à le faire. Ces inactifs d'âge actif sont dans une très faible mesure des personnes incapables de travailler (handicapés physiques ou mentaux). Ils sont plus souvent des jeunes qui poursuivent des études, des personnes âgées de moins de 65 ans en retraite ou préretraite, des bénéficiaires du traitement social du chômage et, majoritairement, des femmes au foyer.

Bien évidemment, il est souhaitable que le plus grand nombre possible de jeunes poursuivent des études, que l'âge de la retraite ne soit pas exagérément élevé, et que les femmes qui souhaitent s'occuper de leurs enfants au foyer puissent le faire. Il restera donc toujours une certaine proportion de personnes d'âge actif ne

souhaitant pas à occuper un emploi. Mais cette proportion est très éloignée de 1/3, surtout si l'on en juge par les exemples étrangers. En 1989, les taux d'activité différaient fortement selon les zones. Ils étaient généralement supérieurs à 80 % en Europe du Nord, inférieurs à 65 % en Europe du Sud (sauf au Portugal), proches de 70 % dans l'Europe germanique.

**3. De la population totale aux actifs occupés  
L'exemple de la France fin 1989 ; en millions**



Source : OCDE, statistiques de la population active.

On est donc fondé à penser qu'un taux d'activité faible reflète une situation de sous-emploi largement involontaire de la part des inactifs; et qu'un taux englobant chômeurs et inactifs d'âge actif constituerait un indicateur de sous-emploi plus pertinent que le taux de chômage.

Soit P la population d'âge actif, O les actifs occupés, C les actifs au chômage, I les inactifs. Les définitions usuelles sont les suivantes :

$$P = O + C + I$$

le taux d'activité (appelé ici TA) est  $TA = (O + C)/P$

le taux de chômage (appelé ici TC) est  $TC = C/(O + C)$ .

On appelle ici taux de non-emploi TNE le rapport  $(C+I)/P$ . A court terme, TNE peut être considéré comme une donnée. Il se répartit de la manière suivante <sup>(6)</sup> :  $TNE = TA/(TC - 1) + 1$ . Le taux de chômage s'écrit :  $TC = (TNE - 1)/TA + 1$ .

On est ainsi conduit à se demander si les pays qui affichent les plus forts taux de chômage sont ceux où les taux d'activité sont les plus élevés; et si à l'inverse les pays à taux de chômage faible sont ceux où le sous-emploi est masqué parce qu'un grand nombre de personnes d'âge actif sont dissuadées <sup>(7)</sup> de chercher un emploi. La réponse à cette question est claire : pas du tout.

Un exemple toutes choses égales par ailleurs l'illustre bien. Si en France en 1989 le taux d'activité avait été le même qu'en Suède, c'est-à-dire si 83 % des personnes d'âge actif et non pas 66 % avaient déclaré vouloir occuper un emploi, alors le taux de chômage aurait été de 28 % et non pas de 9,5 %. De manière générale, plus le taux d'activité est élevé, plus le taux de chômage est faible (annexe 7). Les deux exemples extrêmes, mais représentatifs de leur zone géographique, sont l'Espagne et la Suède. En 1989 pour 100 personnes d'âge actif, il y avait en Espagne 41 inactifs (c'est-à-dire qui ne cherchaient pas d'emploi), 10 actifs au chômage (c'est-à-dire qui cherchaient un emploi sans en trouver) et 49 qui occupaient un emploi; en Suède, il y avait 17 personnes qui ne cherchaient pas un emploi, 2 qui étaient au chômage et 81 qui étaient occupées.

La faiblesse des taux d'activité ne masque donc que très partiellement le sous-emploi. Il est vrai que plus les emplois sont rares (Europe du Sud) moins les personnes d'âge actif cherchent à en occuper un. Les taux d'activité apparaissent comme une conséquence de la situation du marché du travail, non comme sa cause. La « flexibilité conjoncturelle des taux d'activité » se double d'une flexibilité structurelle beaucoup plus puissante. Mais cela ne suffit pas à garantir un taux de chômage faible.

Cette situation globale doit être décomposée. Partout entre 1965 et 1989 le taux d'activité des hommes a diminué <sup>(8)</sup> tandis que celui des femmes a augmenté. Il ne s'agit pas d'une compensation par laquelle les femmes remplaceraient les hommes dans la population active. Pour reprendre les cas extrêmes, là aussi représentatifs de leurs zones, entre 1965 et 1989 le taux d'activité des hommes a baissé de 6 points en Suède et de 20 points en Espagne ; dans le même temps le taux d'activité des femmes augmentait de 27 points en Suède et 11 points en Espagne. Le résultat de ces évolutions de long terme est net : en 1989 plus le taux d'activité des femmes est élevé, plus celui des hommes l'est aussi (annexe 8). Les zones géographiques ont des comportements clairement différenciés : les taux sont faibles en Europe du Sud, moyens en Europe germanique et élevés en Europe du Nord.

---

(6) En effet  $TNE = (C+I)/P$  soit encore  $(C/P)+(I/P)$ . Or  $C/P$  s'écrit  $[C/(P-I)] \times [(P-I)/P]$  avec  $C/(P-I) = TC$  et  $(P-I)/P = TA$  tandis que  $I/P = 1-TA$ .

(7) Par diverses manières : spontanément, étant certaines de ne pas trouver d'emploi, elles n'en cherchent pas ; institutionnellement, par un mécanisme de même nature que le précédent, si les allocations chômage sont faibles ou inexistantes ; socialement, par la réprobation qui pèse sur le travail des femmes etc.

(8) Par allongement de la durée des études, abaissement de l'âge de la retraite, mise en place de systèmes de pré-retraite et plus généralement traitement « social » du chômage quelle que soit la terminologie employée dans chaque pays.

***Le travail était effet plus partagé en Europe du Nord qu'en Europe germanique et surtout qu'en Europe du Sud.***

Si les femmes sont proportionnellement si nombreuses à travailler en Europe du Nord, est-ce parce qu'elles occupent plus souvent des emplois à temps partiel ? Sans doute, mais cela ne modifie pas fondamentalement le degré de sous-emploi relatif des pays. Le « temps partiel » est une notion difficile à quantifier de manière précise. Néanmoins, les différences sont ici si importantes d'un pays à l'autre que des conclusions semblent pouvoir être dégagées sans ambiguïté. Les femmes occupent bien plus souvent des emplois à temps partiel que les hommes. Dans tous les pays européens sauf les Pays-Bas moins de 10 % des hommes travaillent à temps partiel alors que tel est le cas pour plus de 40 % des femmes en Europe du Nord, plus de 20 % dans l'Europe germanique et un peu plus de 10 % en Europe du Sud.

Pour apprécier le degré de sous-emploi des différents pays, on a considéré qu'en moyenne un emploi à temps-partiel était un emploi à mi-temps. On a ainsi calculé un nombre d'équivalent emplois à temps plein pour chaque pays<sup>(9)</sup>. Ce nombre a été rapporté à la population d'âge actif pour déterminer un taux d'emploi équivalent temps plein. Or pour les femmes ce taux est de 1/3 seulement en Espagne et en Italie, de plus de 1/2 en Europe du Nord. Pour l'ensemble hommes et femmes c'est en Europe du Nord que le taux d'activité à équivalent temps plein est le plus élevé, en Europe du Sud qu'il est le plus faible. En d'autres termes le temps partiel n'équivaut pas à du chômage déguisé (sauf aux Pays-Bas).

Le temps partiel n'est pas du chômage déguisé, mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas partage du travail. En effet la notion de temps partiel s'entend relativement à ce qui est légalement considéré comme temps plein dans chaque pays. Or la durée hebdomadaire légale du travail et la durée annuelle des congés payés diffèrent fortement d'un pays à l'autre. Ainsi la durée hebdomadaire est de 39 heures en France et 35 en Allemagne ; c'est relativement à cette norme qu'est définie la notion de temps partiel. Qui plus est les pays européens disposent de législations très variées quant aux congés maternité, congés formation etc. Au total le nombre d'heures travaillées par an pour un emploi à plein temps est inférieur en Europe du Nord à ce qu'il est en Europe germanique, et plus encore en Europe du Sud.

La correction par le temps partiel ne modifie pas la hiérarchie des pays en termes de non-emploi. Comme elle est malaisée à effectuer sur séries longues, et qu'en tout état de cause elle ne permet pas de comparer d'un pays à l'autre le nombre d'heures effectuées par semaine ou par an, on va dans ce qui suit se contenter d'observer le nombre d'actifs occupés (c'est-à-dire d'emplois). On a rapporté ce nombre à la population d'âge actif pour obtenir des taux d'emploi (complément à 1 du TNE précité). Depuis 1965, ces taux ont augmenté en quasi-permanence en Europe du Nord. Dans tous les autres pays ils ont subi une période de baisse qui s'étend généralement des premières années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt ; ce mouvement est reflété, mais de manière déformée par l'interférence des variations de taux d'activité, dans la hausse des taux de chômage durant cette période.

---

(9) Si par exemple la proportion d'emplois à temps partiel est de 40 %, on considère que 100 emplois sont en fait 60 + équivalent 20 = 80 emplois à équivalent temps plein.

Les taux de chômage ont presque toujours amorcé une baisse, fût-elle ténue, à partir du milieu des années quatre-vingt. Il s'agit bien là de la trace d'un mouvement profond puisque le taux d'emploi a remonté durant la seconde moitié des années quatre-vingt dans tous les pays à l'exception de l'Italie et de l'Irlande. Cette remontée a conduit en 1989 le taux d'emploi à un niveau supérieur à celui de 1965 au Luxembourg, à un niveau proche de ce point initial au Royaume-Uni, au Portugal, en Autriche, en Suisse et aux Pays-Bas ; mais elle l'a laissé à un niveau inférieur en Belgique, en Allemagne, en France et surtout en Espagne.

## Le niveau de développement

### ***La productivité par tête est faible en Europe du Nord et en Europe du Sud pour des raisons opposées...***

Les actifs occupés sont très majoritairement des salariés. Ici encore en dépit d'une certaine convergence depuis 3 décennies l'Europe du Nord à fort taux de salarisation, s'oppose à l'Europe du Sud à faible taux de salarisation (annexe 9). Le Royaume-Uni et le Portugal sont les seuls pays où ce taux ait régressé. Dans le cas du Royaume-Uni, cela est clairement dû à la création d'emplois de fortune en raison du marasme économique <sup>(10)</sup>.

La part du secteur manufacturier dans l'emploi a diminué dans tous les pays au cours des 25 dernières années. Elle est aujourd'hui quasiment identique en Europe du Nord et Europe du Sud, puisque comprise entre 19 et 22 %; font exception la Norvège où le taux n'est que de 16 % <sup>(11)</sup> et le Portugal où il est encore de 25 %. L'Europe germanique demeure un peu plus industrialisée.

La contrepartie est une tertiarisation massive, qui explique en partie les différences dans le taux de non-emploi. Les pays initialement peu développés n'ont pas suivi un cheminement qui aurait consisté à imiter avec quelques décennies de retard le modèle Nordique ou germanique : accroissement de la part relative du secteur secondaire au détriment du primaire, puis du tertiaire au détriment du secondaire. Ils n'ont pas pu compenser la perte d'emplois de l'agriculture par la création massive d'emplois dans l'industrie parce qu'ils ont été pris en tenaille entre deux types de concurrence : celle des autres pays européens pour les produits technologiquement avancés, celle des Nouvelles Economies Industrialisées (Sud-est asiatique et Amérique latine, dont les liens avec la péninsule ibérique sont importants) pour les produits banaux. Les pays européens aujourd'hui les plus développés n'étaient pas confrontés à ce type d'obstacle il y a 30 ans. Le secteur tertiaire ne pouvant se développer sans soubassement industriel solide, quand bien même il fait une large place au tourisme, la main-d'oeuvre potentielle reste largement inemployée.

---

(10) cf V. Riches « L'économie britannique », *Repères*, La Découverte, Paris 1992.

(11) En raison du secteur tertiaire, et non des hydrocarbures. Le secteur des industries extractives ne fournit que 1,2 % des emplois, celui de l'agriculture et de la pêche seulement 6,5 %.

Cette main-d'oeuvre serait-elle plus largement employée si son efficacité était moindre ? En d'autres termes, la productivité est-elle source de sous-emploi ? La réponse théorique usuelle est oui à court terme et non à long terme. En comparaison instantanée, la réponse empirique est plus ambiguë.

On a mis en relation pour l'année 1989 le taux d'emploi <sup>(12)</sup> et la productivité par tête du travail mesurée par le rapport du PIB au nombre d'actifs occupés, le PIB étant exprimé aux Parités de Pouvoir d'Achat (annexe 10). Pour 9 des pays considérés, il semble effectivement que moins la productivité par tête est forte, plus le degré d'emploi est élevé : la Suède se situe à une extrême, la France à l'autre. Mais pour 6 autres pays la relation n'est plus vraie : Belgique, Italie, Pays-Bas, Espagne, Irlande et Grèce ont à la fois une productivité et un degré d'emploi inférieurs à ceux de la France. Il ne « suffit » donc pas, de toute évidence, d'avoir une faible productivité par tête pour bénéficier d'un fort taux d'emploi.

Plus probablement <sup>(13)</sup>, les pays qui disposent depuis longtemps d'une productivité horaire élevée ont pu, par la même, se permettre de ne pas accroître fortement la productivité par tête : l'accroissement de la production s'est accompagné d'un accroissement du nombre de personnes au travail et de la réduction du temps passé en moyenne au travail par chacune d'entre elles. Le partage du temps de travail, qui signifie nécessairement le partage du revenu correspondant à ce travail, est beaucoup plus facile à réaliser là où le revenu en question est initialement élevé, c'est-à-dire là où la productivité horaire (et plus généralement le niveau de développement) est élevé. On peut donc lire le graphique de l'annexe 10 comme une séquence logique. A un instant donné, ici en 1989, les pays à faible productivité et faible niveau de développement ont un faible degré d'emploi : Grèce, Irlande. Le degré d'emploi est un peu plus élevé dans les pays disposant d'une productivité plus forte : ces deux indicateurs sont supérieurs en Italie à ce qu'ils sont en Espagne, et en France à ce qu'ils sont en Espagne. La France occupe une place charnière : à partir d'elle, les pays s'ordonnent autour d'une tendance qui va dans l'autre sens puisque plus la productivité est faible plus le degré d'emploi est élevé.

Il est toutefois à craindre que cette séquence ne soit pas transposable chronologiquement. Le terme « niveau de développement élevé » désigne une hiérarchie à un instant donné, non un cheminement temporel. C'est parce que les pays d'Europe du Nord avaient un niveau de développement supérieur à celui du reste de l'Europe qu'ils ont pu, depuis plusieurs décennies, avoir un fort taux d'emploi : historiquement, ils ne sont pas passés d'un taux faible à un taux fort. Symétriquement, si les pays d'Europe du Sud veulent accroître leur niveau de développement, ils sont contraints de le faire grâce à une forte productivité c'est-à-dire en maintenant un sous-emploi important.

L'évolution comparée de la productivité par tête et du niveau de développement entre 1965 et 1989 illustre ce point (annexe 11). Le niveau de développement est ici décrit par le rapport : PIB/population d'âge actif <sup>(14)</sup>. Il apparaît, entre autres, que :

— Durant les années de croissance rapide, le taux d'emploi est demeuré inchangé dans la quasi totalité des pays : les segments de droite sont parallèles,

---

(12) Toujours défini comme : actifs occupés/personnes d'âge actif.

(13) Cf P. Sigogne « Europe : la convergence après Maastricht », *Lettre de l'OFCE* n°104, 8 juillet 1992.

(14) Le rapport Pib/population totale est généralement considéré comme indicateur du degré de développement. Sachant que le rapport population d'âge actif/population totale est, pour les pays européens, à peu près constant au cours des 25 années étudiées et de surcroît voisin d'un pays à l'autre, cela revient au même pour situer les pays les uns par rapport aux autres. Cela permet en outre de visualiser les taux d'emploi.

reflétant une spécificité propre à chaque pays quels que soient le niveau de développement et la productivité. Il n'y avait donc pas convergence vers un modèle unique au fur et à mesure que ces deux grandeurs s'accroissaient. C'est plutôt un modèle de zone qui prévalait dès cette période : les pays d'Europe du Sud (à l'exception du Portugal) étaient plus éloignés de la bissectrice indiquant un taux d'emploi de 100 % que ne l'étaient les pays d'Europe du Nord. La France et l'Allemagne étaient comme bien souvent voisines.

— Le ralentissement de la croissance économique de 1973 à 1986 a plus pesé sur l'emploi que sur la productivité dans la quasi totalité des pays : la pente des segments de droite s'est éloignée de la bissectrice. Font exception les pays d'Europe du Nord et dans une moindre mesure l'Europe germanique, où la pente est restée parallèle à la bissectrice voire l'est devenue (cas du Danemark).

— De 1986 à 1989, l'accélération de la croissance économique s'est traduite dans la quasi totalité des pays par une inflexion de la pente, cette fois en direction de la bissectrice. L'inflexion a été particulièrement nette en Europe du Nord et au Royaume-Uni. La reprise du PIB s'est donc accompagnée plus que proportionnellement par celle de l'emploi. L'exception majeure est ici la France, qui a continué sur sa lancée à créer moins d'emplois qu'elle n'aurait « logiquement » dû le faire.

### ***... qui tiennent plus à l'histoire et aux structures sociales qu'à l'investissement***

La manière dont l'Espagne a dévié de la trajectoire luxembourgeoise au moment où elle allait la rejoindre illustre un phénomène plus général, comme le montre l'annexe 12. Ce tableau se lit de la manière suivante. Le niveau de développement atteint par la Suède en 1964 <sup>(15)</sup> a été rejoint par la Belgique 5 ans plus tard ; la productivité belge était alors supérieure de 19 % à celle que la Suède avait affichée en 1964. Le niveau de développement atteint par la Suède en 1973 <sup>(16)</sup> a été rejoint par la Belgique 6 ans plus tard, avec cette fois une productivité supérieure de 29 %. On retrouve dans ces calculs confirmation de l'idée selon laquelle les pays les moins développés à une date donnée ne suivent pas, avec un simple retard dans le temps, le modèle tracé par les pays les plus développés à ce moment-là : il leur faut réaliser un effort de productivité de plus en plus grand.

Mais on distingue par ailleurs des comportements de zone. Ainsi le niveau de développement atteint par la Suède en 1973 est rejoint par la Norvège avec 6 ans de retard, par la Finlande avec 10 ans de retard. Or dans l'un et l'autre cas la productivité par tête est à ce moment là égale à celle de la Suède en 1973, ce qui n'est pas le cas pour des pays tels que la France et le Royaume-Uni, et moins encore pour l'Italie et l'Espagne.

---

(15) Soit un PIB par personne d'âge actif de 15 000 dollars à prix constants aux PPA de 1985.

(16) 20 000 dollars selon le même type de calcul.

Travail partagé et niveau de développement élevé s'appuient-ils sur un stock de capital important ? On ne dispose malheureusement pas de données permettant de comparer rigoureusement les stocks de capital dans tous les pays européens. L'observation des séries de flux sur longue période, toutefois, fournit un éclairage sur les relations entre intensité capitaliste et taux d'emploi.

— Les taux d'investissement hors logement<sup>(17)</sup> suivent tous le même mouvement au même moment : diminution entre le début des années soixante-dix et le milieu des années quatre-vingt, redémarrage ensuite. Mais les ampleurs diffèrent d'un pays à l'autre, avec pour résultat un resserrement maximal de la hiérarchie au milieu des années quatre-vingt (annexe 13). A partir de ce point bas commun les taux recommencent à diverger sans faire montre de comportements de zone géographique, et sans que l'on puisse déceler un lien clair avec le niveau de développement ou le taux d'emploi. Une nette élévation caractérise aussi bien l'Espagne que certains pays d'Europe du Nord ; à l'inverse le Danemark, comme les pays pauvres (Grèce, Irlande) ne parviennent pas à opérer une remontée. Le cumul des taux d'investissement sur longue période, qu'il s'agisse de 1973-1985 ou de 1973-1989 ne permet pas non plus de déceler une relation univoque.

— La FBCF hors logement a été convertie en une monnaie commune aux Parités de Pouvoir d'Achat<sup>(18)</sup> puis divisée par le nombre d'actifs occupés. Là encore, il est très difficile de mettre en évidence une relation univoque entre investissement et taux d'emploi. Qu'il s'agisse des niveaux à un instant donné ou de cumulés sur longues périodes, on ne parvient même pas à déceler un mouvement tournant, comparable à celui de la productivité, qui irait de pair avec le développement économique. On aurait par exemple pu s'attendre à voir l'investissement par actif occupé être faible dans les pays les moins développés parce que le PNB y est faible et dans les pays les plus développés parce qu'ils peuvent se permettre de substituer en partie du travail au capital ; mais ce n'est pas le cas.

Les comportements de zone prédominent pour déterminer le taux d'emploi, quel que soit le niveau de l'investissement. Avec des niveaux d'investissements très différents, la Suède le Danemark et la Finlande ont des taux d'emploi similaires ; avec des niveaux d'investissements similaires l'Espagne, les Pays-Bas et le Danemark ont des taux d'emploi très différents, etc. Par ailleurs, à l'exception de la Grèce et des Pays-bas (où le taux d'emploi s'est accru), le niveau d'investissement de 1989 est nettement supérieur à celui de 1973. Or cette élévation s'est accompagnée de mouvements divers sur les taux d'emploi : élévation en Suède, Danemark, Finlande, Norvège, Autriche, Luxembourg ; stabilité au Royaume-Uni et en Italie ; baisse en Allemagne, France, Belgique, Espagne, Irlande.

L'annexe 14 synthétise ces observations. Soulignons que les 5 pays qui présentent à la fois un investissement et un taux d'emploi élevés sont des pays de petite taille ; trois d'entre eux appartiennent à l'Europe germanique, deux à l'Europe du Nord. La France, l'Allemagne et la Belgique ont un investissement élevé et un taux d'emploi faible, soit la configuration exactement inverse du Royaume-Uni et du Portugal.

---

(17) FBCF hors logement/PIB ou PNB.

(18) On a utilisé pour l'année 1990 les calculs de l'OCDE in « Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles », *Revue économique de l'OCDE* 1992. Les séries à prix constants ont été chaînées sur cette base.

### **Ces comportements de zone semblent appelés à se modifier au cours des années quatre-vingt dix**

Quelles que soient les raisons qui expliquent ces divergences, peut-on penser qu'elles se poursuivront à l'identique dans l'avenir ? On est tenté de penser que tel ne sera pas le cas.

Le modèle Nordique peut sembler séduisant : c'est là que le niveau de développement et le taux d'emploi sont les plus élevés. Mais cette combinaison a au moins deux contreparties.

— La première est une croissance lente de la productivité. Entre 1965 et 1989, le rapport (P/O) n'a été multiplié que par 1,5 en Suède et au Danemark, soit une performance légèrement inférieure à celle même du Royaume-Uni (1,6), plus encore à celle de l'Allemagne (1,9) de la France (2,0), et a fortiori de l'Europe du Sud (2,2 en Italie, 2,4 en Espagne et au Portugal). Or si la productivité continuait à croître lentement; et si le taux d'emploi (O/A) demeurait inchangé <sup>(19)</sup>, alors le niveau de développement continuerait à croître plus lentement qu'ailleurs <sup>(20)</sup>. Dès à présent l'avance en matière de niveau de développement est beaucoup plus faible qu'il y a 25 ans (annexe 15). La France, l'Allemagne et le Luxembourg ont rejoint la Suède, l'Italie s'en rapproche de manière extrêmement rapide. Une productivité par tête en croissance lente peut pendant quelque temps autoriser un chômage faible ; elle est sur la longue durée associée à une faible croissance de la productivité par heure travaillée et donc source d'appauvrissement relatif. Il n'est pas certain que les pays d'Europe du Nord continueront longtemps à privilégier la répartition du temps de travail sur l'élévation du niveau de vie. Ils le feront d'autant moins qu'ils seront soumis à une concurrence européenne intense : si ils veulent intégrer la CE et a fortiori l'UEM il leur faudra réviser ce choix collectif qui avait été le leur au cours des décennies passées.

— La seconde contrepartie est une croissance démographique faible. Le niveau de développement (P/A) a été multiplié entre 1965 et 1989 par 1,7 en Suède 1,8 en France et 1,9 en Espagne, ordres de grandeur qui sont donc proches. Mais sur la même période le PIB (P) a été multiplié par 1,7 seulement en Suède contre 2,2 en France ou 2,4 en Espagne. Le modèle Nordique implique donc que l'élévation du niveau de développement, et par conséquent du niveau de vie, ne peut être obtenue que grâce à une faible croissance de la population d'âge actif, c'est-à-dire tôt ou tard de la population tout court. On n'entrera pas ici dans le débat concernant le caractère économiquement faste ou néfaste d'une croissance démographique lente. On rappellera seulement (*cf supra*) qu'elle semble avoir pris fin au milieu des années quatre-vingt. Cela vaut également pour l'Europe germanique.

L'une et l'autre caractéristiques appellent des modifications de comportement qui pourraient s'effectuer lentement si les pays d'Europe du Nord n'étaient pas soumis à concurrence intense de la part des autres pays européens. Or cette concurrence sera d'autant plus intense que les pays appartiendront à la Communauté Européenne. La volonté des électeurs danois de rejeter le Traité de Maastricht

---

(19) C'est-à-dire s'il ne diminuait pas. On envisage mal qu'il augmente encore beaucoup à partir des hauts niveaux atteints à la fin de la décennie quatre-vingt.

(20) Puisque le niveau de développement est égal au produit de la productivité par le taux d'emploi :  $P/A = (O/A) \times (P/O)$ .

apparaît comme une réaction défensive logique. Le maintien, malgré tout vraisemblable, de ce pays dans la Communauté Européenne, et l'adhésion également vraisemblable des autres pays de la zone à cette entité nécessiteront de leur part des ajustements <sup>(21)</sup>. Ou bien ils accélèrent leur productivité, ou bien le sous-emploi s'y accroîtra sous forme d'inactivité et/ou de chômage. On conçoit alors mieux que la Suède se sente tenue de démanteler son système socio-économique si elle veut faire de l'ECU sa monnaie.

## Le niveau de vie

### ***La charge pesant sur les actifs occupés est beaucoup plus lourde en Europe du Sud***

La productivité par tête est définie par le ratio « PIB/actifs occupés », le niveau de développement par le ratio « PIB/population totale ». Pour dire les choses autrement, le PIB qui est produit par les seuls actifs occupés est utilisé par la totalité de la population ou encore, les revenus perçus en contrepartie de leur activité productrice par les actifs occupés font vivre l'ensemble de la population. Cette charge pesant sur les actifs occupés est trop souvent approximée par l'utilisation du ratio « inactifs/actifs ». Ce ratio fonde parfois des commentaires erronés ; il présente en outre un défaut intrinsèque.

— Le commentaire erroné consiste à dire que le ralentissement de la natalité, et le vieillissement conséquent de la population, accroissent la charge pesant sur les actifs. Ces phénomènes démographiques sont effectivement susceptibles d'accroître (toutes choses égales par ailleurs) cette charge dans l'avenir, c'est-à-dire dans un deuxième temps. Mais dans un premier temps, c'est-à-dire au cours des décennies passées, la baisse de la proportion de jeunes a compensé la hausse de la proportion de personnes âgées. On ne met en effet pas plus au travail les bébés que le 4<sup>ème</sup> âge. Du reste si l'on remonte plus loin dans le passé, cette charge s'était accrue précisément lors des périodes de regain des taux de natalité, c'est-à-dire durant les années cinquante dans la plupart des pays européens. Si l'on se projette dans l'avenir, elle s'accroîtra dans les pays d'Europe du Nord et d'Europe germanique durant les années quatre-vingt dix en raison du rajeunissement de ces populations.

— Le défaut intrinsèque est que ce ratio inclut les chômeurs au dénominateur, comme s'ils supportaient la charge des inactifs. Or il est clair qu'ils constituent au contraire une charge pour les actifs occupés. Plutôt que ce ratio : « (inactifs)/(actifs occupés+chômeurs) », on préférera donc ici observer le ratio « (inactifs+chômeurs)/(actifs occupés) ».

---

(21) Les réformes radicales de l'Etat-providence amorcées par la Suède en septembre 1992 constituent le premier pas dans la voie de ces ajustements.

Comme la part de la population d'âge actif dans la population totale est voisine d'un pays à l'autre en 1989, la charge pesant sur les actifs occupés est à cette date directement fonction du degré d'emploi. Elle est beaucoup plus faible en Europe du Nord qu'en Europe du Sud, l'Europe germanique occupant une position intermédiaire. Alors que 100 actifs occupés ont à leur charge 90 inactifs et chômeurs en Suède, ils en ont 217 en Espagne. Ces proportions ont notablement évolué entre 1965 et 1989 (annexe 16). Elles ont baissé en Europe du Nord et Europe germanique, augmenté avant de se stabiliser ou de décliner légèrement en Europe du Sud et en France. Puisque durant ces 25 années la charge s'alourdissait en Europe du Sud alors qu'elle s'allégeait dans les deux autres zones, il est clair que les actifs occupés étaient beaucoup plus incités au Sud à revendiquer une hausse de leur revenu primaire et notamment de leur salaire.

En effet le salaire sert à subvenir directement aux besoins de la famille du salarié et directement ou indirectement aux besoins du reste de la population à travers le système de prélèvements obligatoires/redistribution. Quel que soit le cheminement, on voit que dans le cas de figure (théorique) où la productivité horaire d'un salarié suédois serait identique à celle d'un salarié espagnol, il serait indifférent (toutes choses égales par ailleurs) pour une entreprise d'employer l'un ou l'autre pour le même salaire. Mais pour 100 Ecus qu'ils percevraient chacun, le Suédois en conserverait 53 pour son usage personnel alors que l'Espagnol n'en garderait que 31.

C'est peut-être l'une des racines fondamentales du comportement inflationniste de l'Europe du Sud. Exiger de tous les pays européens qu'ils aient le même rythme de hausse des prix (c'est-à-dire de salaires) c'est exiger un effort sans cesse plus grand des salariés du Sud relativement à leurs homologues Nordiques ou germaniques. C'est aussi l'une des racines des déficits budgétaires et extérieurs. Dans une Europe où les comportements d'imitation sont d'autant plus encouragés qu'est martelée l'idée selon laquelle les habitants de tous ces pays sont désormais Européens, c'est-à-dire implicitement identiques, le mimétisme de la consommation conduit inévitablement à un plus grand déficit budgétaire et extérieur dans les pays du Sud : l'endettement pallie l'insuffisance du revenu.

Là aussi, les tendances de fond sont en train de s'inverser : le renouveau démographique en Europe du Nord et dans une moindre mesure en Europe germanique conduit à remettre en cause les modèles de croissance économique des décennies passées pour au moins deux raisons.

— La première est que le partage du travail, assurément souhaitable tant les coûts individuels et sociaux du chômage sont élevés, améliore la qualité de la vie d'une population mais non son niveau de vie. Celui-ci est déterminé par les quantités produites, quel que soit le nombre de personnes qui les produisent. Or on a dit que l'une des contreparties des modèles Nordique et dans une moindre mesure germanique étaient la lenteur de la croissance de ce niveau de vie. Tant que le ratio PIB/population demeurait à un niveau supérieur à celui des autres pays européens, la Suède ou l'Allemagne pouvaient accepter de le voir progresser lentement. A présent qu'ils sont rattrapés par de nombreux autres pays, ils vont être tentés d'accélérer leur croissance.

— La seconde est que la croissance démographique a redémarré en Europe du Nord et Europe germanique tandis qu'elle se ralentit dans le Sud. Il faudrait certes de nombreuses années avant que le ratio « personnes à charge/actifs occupés » augmente à ce point en Suède et diminue à ce point en Espagne qu'ils atteignent un niveau identique, à supposer que les taux d'emploi restent inchangés. Or il est vraisemblable que ces taux ne vont pas demeurer là où ils sont : la remise en cause récente du « modèle suédois » implique clairement une poussée du chômage au

cours des prochaines années. Qui plus est, ce n'est pas seulement le niveau instantané de la charge pesant sur les actifs occupés qui compte, mais aussi son évolution. Au cours des années quatre-vingt, et surtout de la décennie suivante, les actifs occupés suédois vont devoir soit accepter une diminution de leur revenu pour un même travail, soit travailler de plus en plus pour maintenir le niveau du revenu qu'ils conservent.

Il est donc vraisemblable que d'ici quelques années les aspirations des ménages et les politiques économiques se modifieront dans un sens « Sudiste » en Europe du Nord et Europe germanique, avec un plus grand souci de croissance économique rapide et peut-être de plus grandes tensions inflationnistes .

***Le niveau de consommation privée est plus faible en Europe du Nord qu'en Europe germanique, mais les niveaux de vie sont globalement comparables.***

On a jusqu'ici retenu le PIB pour comparer les niveaux de développement. Mais cet agrégat ne préjuge pas totalement du niveau de vie des populations <sup>(22)</sup> : encore faut-il voir quelle part en est consacrée à l'investissement en logements et à la consommation.

La part de la consommation des ménages dans le PIB telle que les comptes nationaux la retracent reflète en 1989 un comportement de zone très marqué (annexe 17). Elle est forte (c'est-à-dire supérieure à 63 %) en Europe du Sud, faible (c'est-à-dire inférieure à 55 %) en Europe du Nord, et moyenne en Europe germanique. Elle n'est pas fonction du revenu : par exemple son niveau est proche en Grèce et en Italie, alors que le niveau de développement va du simple au double entre ces deux pays; elle est très différente au Danemark et aux Pays-Bas, dont le niveau de vie est voisin.

Cette situation résulte d'évolutions différentes qui d'une certaine manière ont rapproché chaque pays de son comportement de zone naturel. Dans la plupart des pays d'Europe germanique, ainsi qu'en Espagne, au Portugal et en Islande cette part s'est accrue jusqu'au milieu des années soixante-dix puis a diminué. Dans la plupart des pays d'Europe du Nord elle a décliné, soit de manière continue (Norvège) soit depuis le milieu des années soixante-dix après une première phase de stabilité (Suède, Danemark) ; c'est aussi le cas de l'Irlande. Dans un ensemble géographiquement hétéroclite (France, Grèce, Autriche, Finlande, Suisse et Royaume-Uni sauf pour ce dernier durant les toutes dernières années quatre-vingt,) elle n'a enregistré que des fluctuations de petite ampleur. Le cas de l'Italie est isolé, puisque la part de la consommation n'a cessé de s'y accroître.

---

(22) Ici comme dans le reste du texte, on n'observe que les moyennes. Toutes ces considérations seraient évidemment enrichies par des données sur les dispersions, c'est-à-dire les inégalités.

L'investissement en logements représente partout en 1989 une faible proportion du PIB : cela s'étage, sans comportements de zone nets, de 3,5 % en Norvège et au Royaume-Uni à 5,6 % en France et aux Pays-Bas. Dans presque tous les pays il s'agit d'un niveau à peu près moitié moindre de celui atteint durant les premières années soixante-dix. A la chute amorcée généralement en 1974 a succédé soit une stabilisation à bas niveau, soit plus rarement une légère remontée durant les dernières années quatre-vingt (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas).

Au total, la part de l'ensemble « consommation des ménages + investissement en logements » présente en 1989 la même configuration que la consommation seule : elle est forte en Europe du Sud (supérieure à 68 %, culminant à 75 % au Portugal), faible en Europe du Nord (inférieure à 60 %, le point bas étant la Norvège à 49 %) et moyenne en Europe germanique.

Les comptes nationaux sont établis selon les normes du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN). La consommation qui y figure a en outre été calculée par l'OCDE <sup>(23)</sup> aux Parités de Pouvoir d'achat pour l'année 1990 ; on a reconstitué sur cette base des séries longues de consommation par habitant. En 1989 c'est en Suisse qu'elle est la plus élevée, au Portugal qu'elle est la plus faible. De manière générale les niveaux les plus hauts caractérisent l'Europe germanique, les niveaux les plus bas l'Europe du Sud. Pour illustrer les ordres de grandeur, le tableau 4 compare la France aux autres pays. Par exemple le niveau de consommation par tête qui caractérise actuellement le Portugal avait été atteint en France en 1961 ; celui qui caractérise actuellement l'Espagne avait été atteint en France en 1971, etc.

*4. Le niveau de consommation privée par habitant. Année au cours de laquelle le niveau était en France ce qu'il est en 1989 dans les autres pays européens*

Suisse	1996(p)	Suède	1981
Allemagne	1992	Danemark	1978
Royaume-Uni	1989	Finlande	1977
Italie	1988	Norvège	1973
Belgique	1987	Espagne	1971
Pays-Bas	1984	Irlande	1967
Islande	1983	Grèce	1964
Autriche	1981	Portugal	1961

(p) prévisions

Source : calculs OFCE d'après OCDE.

(23) Pour l'année 1990. On a rétroposé aux prix constants à partir de ce point.

La hiérarchie entre pays s'est doublement déformée au cours du temps (annexe 18). D'une part, elle s'est resserrée fortement entre 1955 et 1973, puis modérément entre 1973 et 1989. La consommation par tête au Portugal n'était en 1955 que le quart du niveau suisse ; en 1973 et 1989, elle en avoisine 40 %. D'autre part, l'ordre des pays s'est modifié : certains pays d'Europe du Sud se sont hissés vers le haut tandis que la plupart des pays d'Europe du Nord glissaient vers le bas. Ainsi l'Italie, qui était en 15<sup>ème</sup> position (sur 18) en 1955 arrive en 6<sup>ème</sup> position en 1989 ; à l'inverse la Suède passe du 2<sup>ème</sup> au 11<sup>ème</sup> rang.

Les rythmes de croissance ont en effet été généralement plus rapides là où le niveau initial était faible. En 35 ans (1955 à 1989) la consommation par habitant a été multipliée par 4 en Italie et 3,5 au Portugal à une extrême, 2 au Danemark en Suède et en Suisse à l'autre extrême. Ces évolutions se sont faites malgré les évolutions démographiques précédemment évoquées. Pour schématiser, la Suède recule (en termes relatifs) pour le niveau de la consommation par habitant parce que la consommation occupe une part décroissante d'un PIB qui lui même ne progresse que lentement ; la faible augmentation de la population freine le recul mais ne l'enraye pas. La configuration italienne ou espagnole est exactement inverse. A titre illustratif <sup>(24)</sup>, toutes choses égales par ailleurs, si de 1965 à 1989 la Suède avait eu le rythme de croissance démographique de l'Espagne, et réciproquement, leurs niveaux de consommation par tête seraient identiques en 1989 (dans la réalité, ils diffèrent de 25 %).

Il s'agit là d'une manière d'appréhender la réalité ; or il en existe une autre, qui fournit des résultats sensiblement différents. La classification des dépenses du SCN fournit la mesure du volume des biens et services *achetés* par les ménages. L'autre classification disponible internationalement, pour laquelle l'OCDE a également calculé des Parités de Pouvoir d'Achat, est celle du Projet de Comparaison Internationale des Nations Unies (PCI) ; elle fournit une meilleure mesure comparative du volume des biens et services *effectivement consommés* par les ménages. La distinction principale concerne les dépenses des administrations publiques en matière de santé, éducation, sécurité sociale, oeuvres sociales, loisirs et culture : ces services faisant l'objet d'une consommation *individuelle* <sup>(25)</sup> de la part des ménages sont, dans le PCI, retirées de la « consommation finale des administrations publiques » et ajoutés à la « consommation privée des ménages » qui devient alors la « consommation individuelle des ménages ». La classification PCI fournit donc une meilleure mesure du niveau de vie des ménages, puisqu'on y inclut les consommations individuelles financées par les administrations publiques.

Le ratio « consommation en termes PCI/consommation en termes SCN » fournit une indication du degré de socialisation de la consommation des ménages. La hiérarchie qu'il dégage entre pays (annexe 19) répond de manière frappante à une logique de zone, et non à une logique de niveau de développement : il est élevé en Europe du Nord (supérieur à 125 %), faible en Europe germanique (inférieur à 112 %), intermédiaire en Europe du Sud.

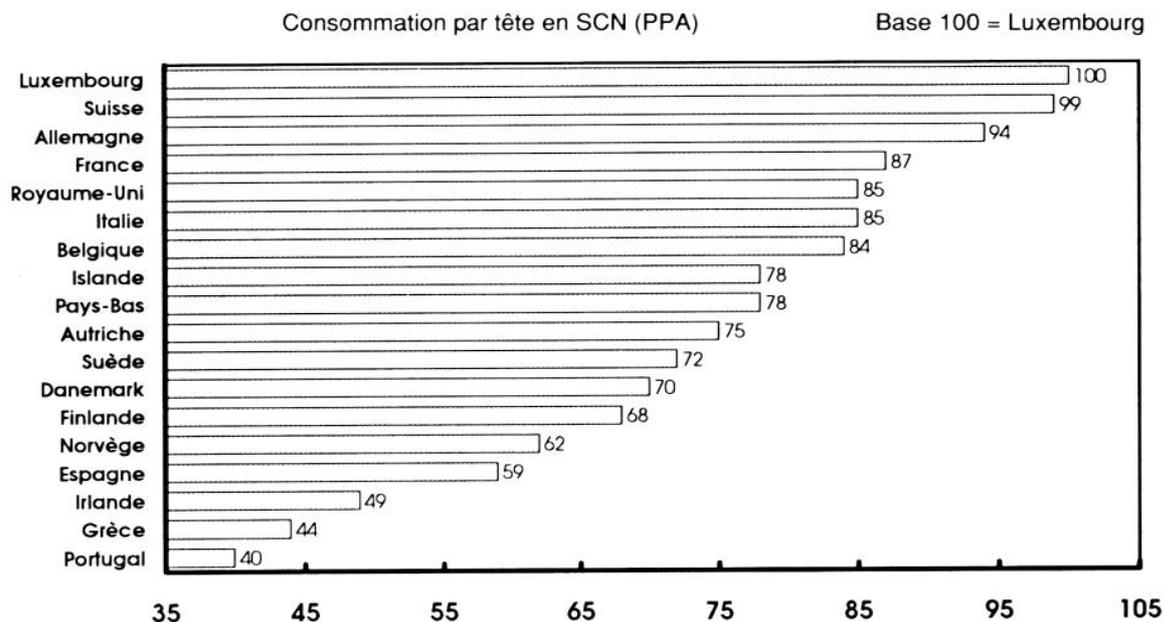
---

(24) Purement illustratif. Les raisonnements « toutes choses égales par ailleurs » sont souvent trompeurs à court terme et erronés à long terme. Il est clair que si l'Espagne avait eu une faible croissance démographique, et la Suède une forte, leurs comportements en matière de croissance et consommation n'auraient pas été ceux que l'on a observé au cours de ces trois décennies et demie.

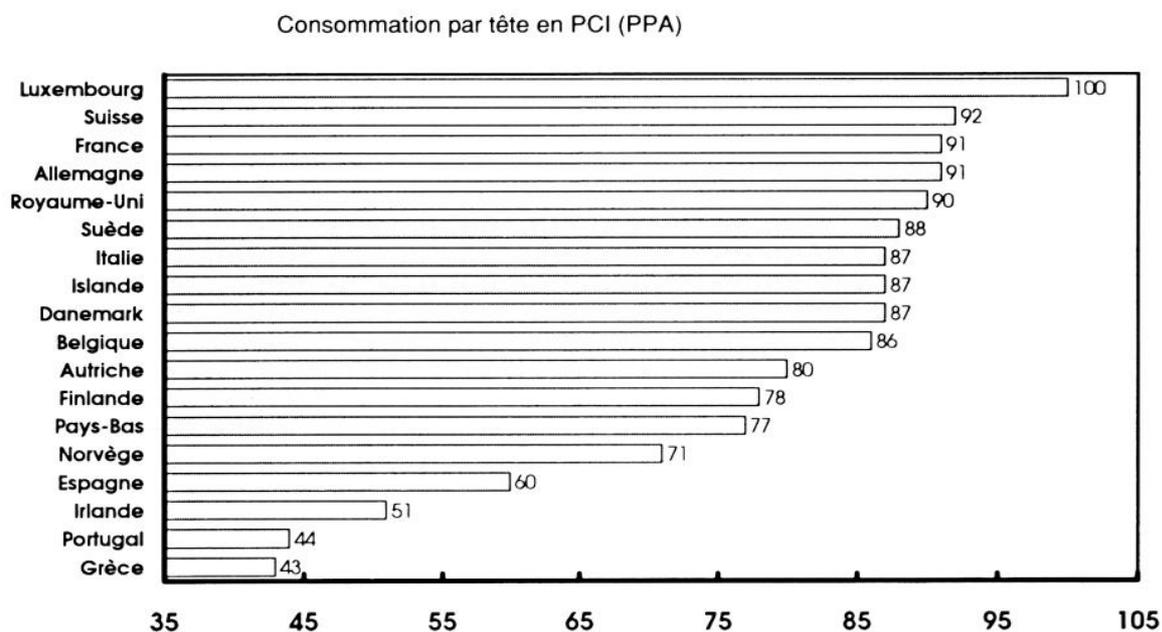
(25) Les autres dépenses des administrations publiques concernant les services généraux, la défense nationale, les logements, les services de développement collectif et les services économiques, dépenses dont les ménages bénéficient de façon *collective*, restent classés sous la rubrique « Consommation collective des administrations publiques ».

1. Niveaux de consommation et niveaux de vie en 1990

Niveau de consommation



Niveau de vie



Source : OCDE.

Dans ces conditions, le niveau de vie comparé des populations ne se répartit pas en Europe comme le niveau de consommation « finale » du SCN. La hiérarchie en est moins ouverte, et l'Europe du Nord est beaucoup plus proche de l'Europe germanique (graphique 1). Le niveau de vie en Suède en 1990 est très proche de celui de la France, alors que le niveau de consommation est plus faible.

L'analyse qui précède ne vise nullement à l'exhaustivité : les phénomènes macro-économiques observés sont en nombre restreint tandis que la population est traitée sous un angle strictement quantitatif. Les conclusions qui s'en dégagent ne peuvent donc être que partielles ; toutefois dans le champ réduit qui est le leur elles permettent de dessiner une typologie.

Pour préciser cette typologie des comportements de zone, on a choisi 15 des indicateurs observés. On n'a retenu que certains d'entre eux afin d'éviter les redondances <sup>(26)</sup> ; en revanche on en a conservé quelques uns qui ne permettent pas de distinguer un comportement germanique d'un comportement Nordique, mais pour lesquels l'Europe du Sud se différencie nettement des deux autres zones (annexe 20). Pour résumer :

— L'Europe germanique a longtemps connu une croissance lente de sa population, de sorte que celle-ci était vieillissante au milieu de la décennie quatre-vingt ; depuis lors un renouveau démographique s'est amorcé sous la double influence du redressement de la natalité et de l'immigration. L'Europe du Sud présente la configuration inverse. L'Europe du Nord est intermédiaire, avec toutefois un redressement de la natalité plus fort encore que dans l'Europe germanique.

— L'Europe du Nord se caractérise par un niveau élevé du taux d'activité, de la proportion de personnes travaillant à temps partiel, et du taux d'emploi. L'Europe du Sud offre une image exactement inverse. L'Europe germanique est intermédiaire. La combinaison des caractéristiques de la démographie et du marché du travail font qu'en Europe du Sud le nombre de personnes à charge des actifs occupés est plus important qu'en Europe germanique, et plus encore qu'en Europe du Nord.

— Le niveau de développement appréhendé par le PIB/habitant était au début de la période sous revue (1965) nettement plus faible en Europe du Sud que dans les deux autres zones. Ce n'est plus aussi net aujourd'hui pour tous les pays de la zone, du fait de rythmes de croissance beaucoup plus rapides de ce niveau et de ses fondements : investissement par actif occupé, productivité par actif occupé. Il s'agit toutefois là de données quantitatives qui ne signifient pas que l'Europe du Sud marche sur les traces des deux autres zones. Les niveaux actuels de productivité dessinent plutôt une configuration circulaire, étant identique mais désignant deux réalités différentes entre les pays les plus et les moins développés d'Europe.

— L'Europe du Sud consacre la part la plus élevée de son PIB à la consommation privée des ménages, l'Europe du Nord la part la plus faible. Malgré cela, les niveaux de PIB par habitant étant différents, c'est en Europe du Sud que la consommation par habitant est la plus faible ; c'est en Europe germanique qu'elle est la plus élevée. Par ailleurs une part beaucoup plus importante de la consommation des ménages est assurée par les administrations publiques en Europe du Nord qu'en Europe du Sud et surtout qu'en Europe germanique.

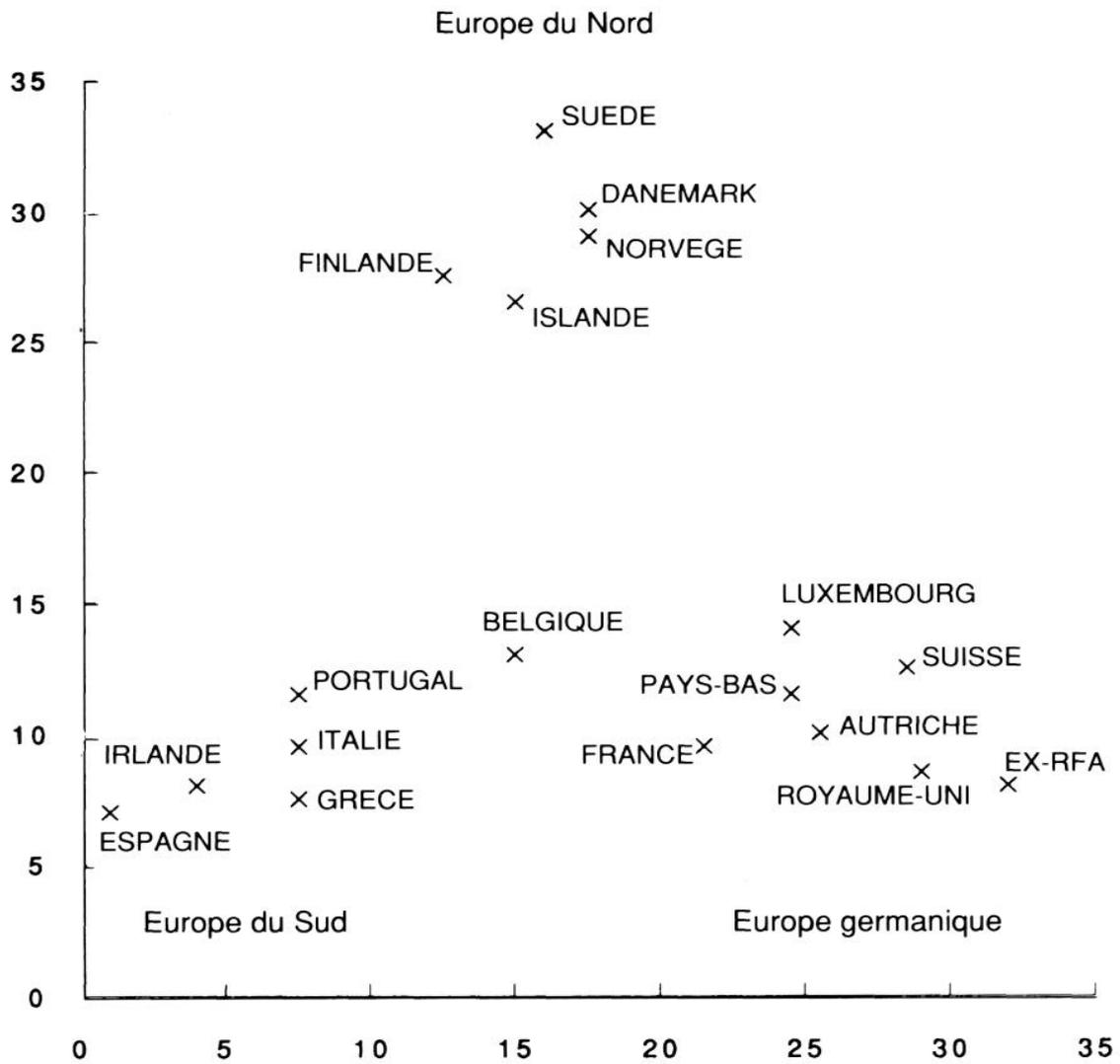
Pour chacun des 15 indicateurs, on a classé chaque pays dans l'une des zones au vu de sa proximité avec l'un des pays dominants (Allemagne, Suède et Espagne). En additionnant les résultats, on obtient une configuration retracée dans le graphique 2 où l'Allemagne, la Suède et l'Espagne sont équidistantes. On voit notamment que la Belgique est le plus sudiste des pays d'Europe germanique (au point, selon les indicateurs utilisés ici, d'être en fait un pays d'Europe du Sud à tendance germanique), la France étant dans la même situation mais de manière moins prononcée <sup>(27)</sup>.

---

(26) Par exemple, le niveau de Pib/tête est fortement corrélé au niveau d'investissement productif par tête.

(27) La France a un comportement démographique d'Europe du sud et un niveau de développement d'Europe germanique.

2. L'Europe des zones



Source : Calculs OFCE.

Cette typologie décrit encore l'année 1989 ; ses fondements ont été remis en cause en 1990. Au fond, les critères de Maastricht définissent le mode de fonctionnement de l'Europe germanique des décennies soixante-dix et quatre-vingt. Or l'Allemagne, confrontée à un choc démographique, a immédiatement réagi par de l'inflation, du déficit budgétaire et du déficit extérieur. On peut donc se demander si n'ont pas été érigées en normes atemporelles et universelles des réalités très contingentes, et si l'on ne prône pas ainsi la généralisation du modèle allemand au moment où il devient dépassé en Allemagne même.

## ANNEXES

## Annexe 1. Taux d'accroissement total des populations en Europe

Accroissement annuel moyen pour 1000 habitants

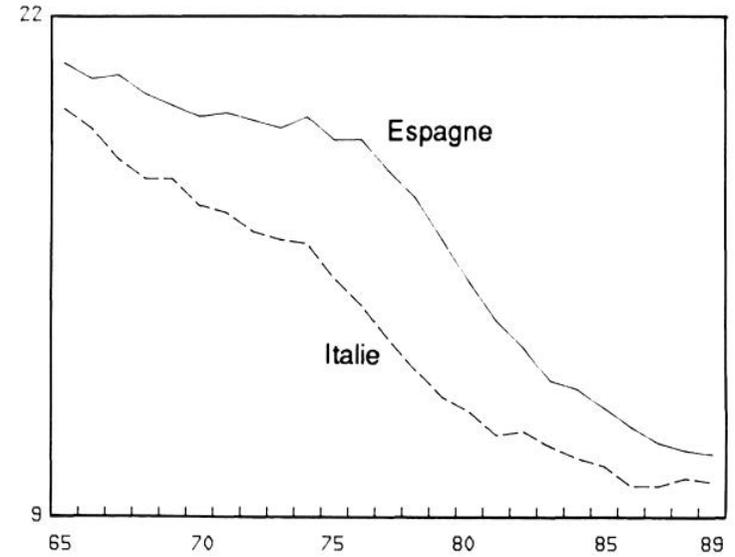
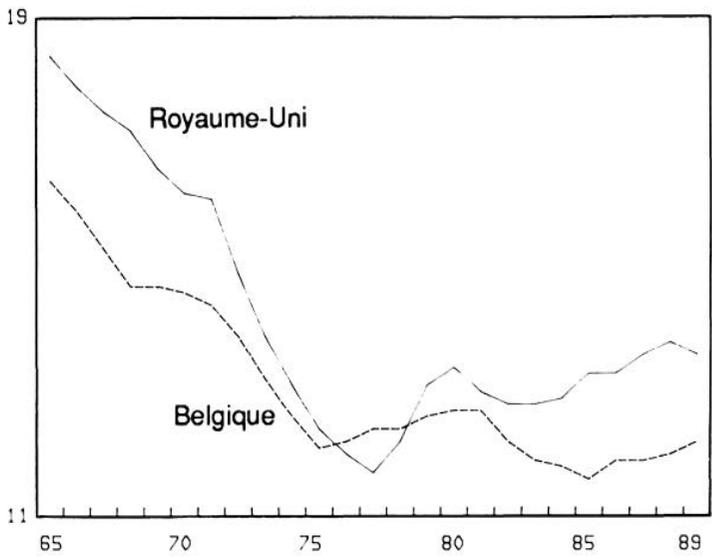
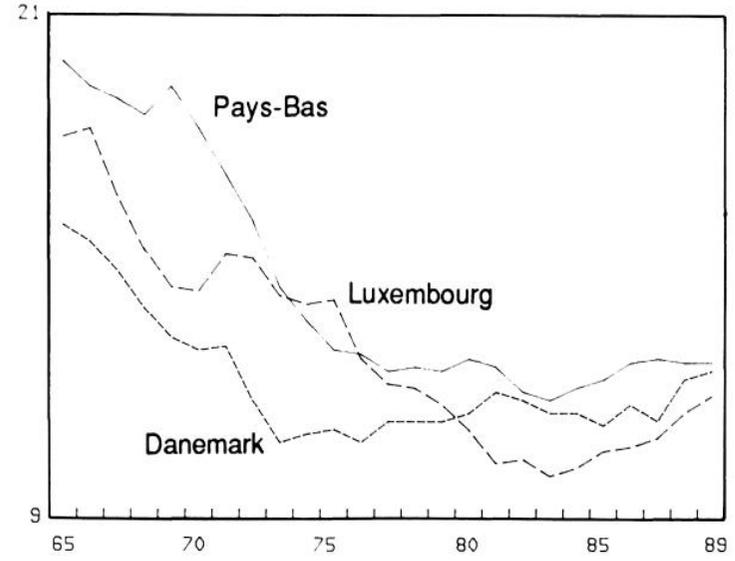
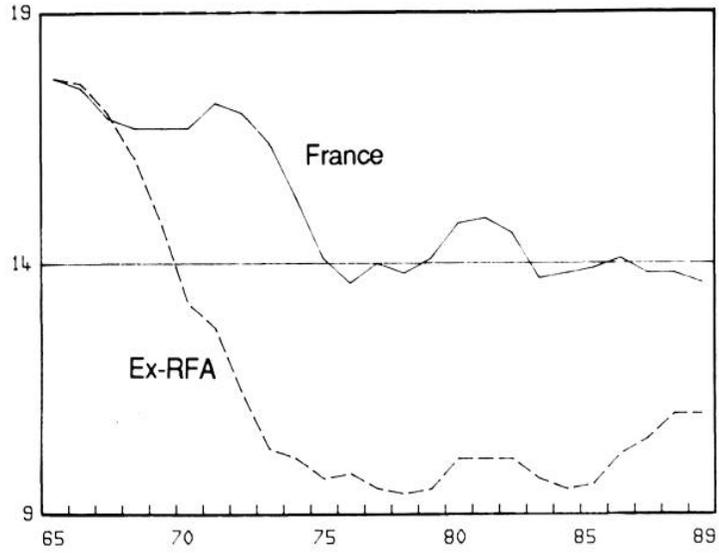
	1955 à 1965	1965 à 1975	1975 à 1985	1985 à 1989	Total : 1955 à 1989
Islande	19,7	14,2	8,3	9,8	13,4
Pays-Bas	13,5	10,6	5,9	6,3	9,4
Suisse	16,4	9,0	0,9	7,3	8,6
Espagne	9,4	10,5	7,8	2,5	8,3
France	11,6	8,0	4,4	4,6	7,5
Grèce	7,0	5,7	9,3	2,4	6,6
Luxembourg	8,2	7,9	3,3	5,3	6,3
Norvège	8,1	7,5	3,4	4,3	6,1
Portugal	2,0	7,2	7,5	7,2	5,8
Irlande	- 1,4	10,0	10,8	- 2,3	5,2
Italie	7,6	6,4	3,1	1,8	5,1
Ex-RFA	12,0	4,7	- 1,5	5,5	5,1
Suède	6,3	5,8	1,9	5,0	4,7
Finlande	7,5	3,2	4,0	2,8	4,6
Danemark	7,0	6,1	1,0	1,2	4,2
Royaume-Uni	5,7	3,1	1,3	2,8	3,3
Autriche	4,2	4,5	- 0,1	3,9	3,0
Belgique	6,5	3,4	0,7	0	2,9

Source : FMI.

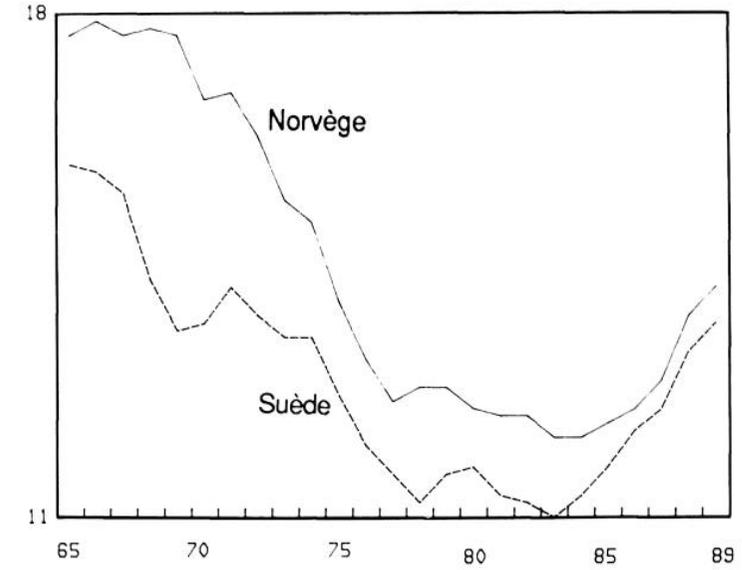
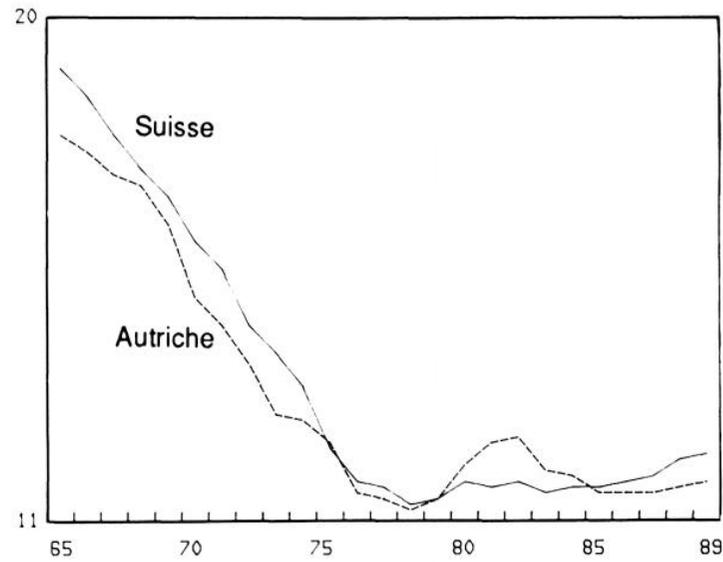
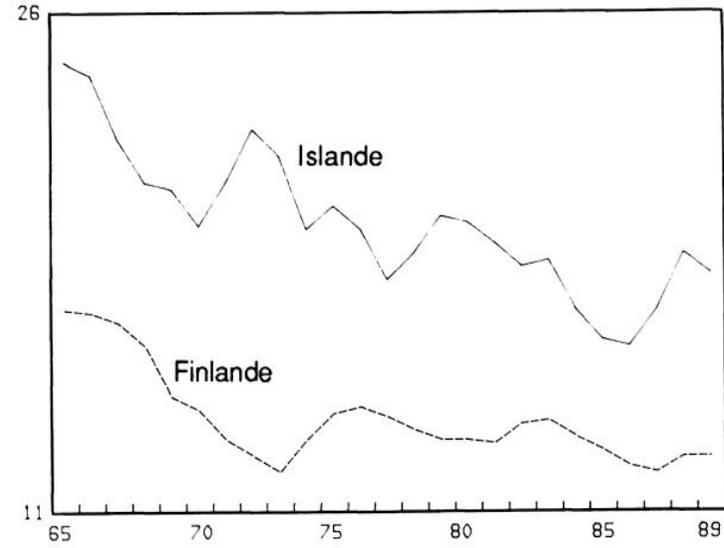
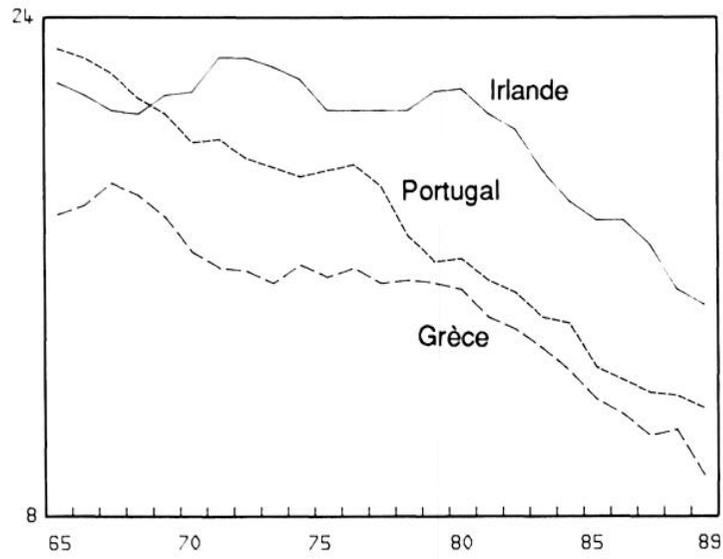
Annexe 2. Taux de natalité

Pour 1 000 habitants

46



Taux de natalité



Source : OCDE.

*Annexe 3. Taux du solde net des migrations*

En moyenne annuelle pour 1000 habitants

	1965-1975	1975-1985	1985-1989
Ex-RFA	3,8	0,9	7,6
Luxembourg	7,3	1,4	6,2
Suisse	0,7	0,2	4,5
Suède	1,9	1,3	3,3
Autriche	1,5	0,2	2,9
Pays-Bas	1,8	1,6	2,4
Norvège	0,7	1,1	1,8
Grèce	- 1,6	3,4	1,5
Belgique	1,4	- 0,4	1,4
Portugal	- 4,4	- 0,6	1,2
Italie	- 1,0	1,8	1,1
Danemark	0,5	0,6	1,1
Islande	- 1,8	- 1,8	0,8
Finlande	- 2,2	- 0,3	0,3
Royaume-Uni	- 0,5	- 0,1	0,3
France	2,1	0,6	0,3
Espagne	- 0,9	0,5	- 0,6
Irlande	0,4	- 0,9	- 9,3

Source : OCDE, population active.

## Annexe 4. Les structures par âge de la population

## a) Proportion de personnes âgées de moins de 15 ans dans la population totale

En %

	1965	1989
Irlande	31,1	27,8
Islande	34,5	25,2
Portugal	29,1	20,7
Espagne	27,7	20,4
France	25,6	20,2
Grèce	25,6	19,8
Finlande	27,1	19,4
Norvège	24,8	18,9
Royaume-Uni	23,4	18,9
Pays-Bas	28,3	18,3
Belgique	23,9	18,1
Suède	20,9	17,8
Autriche	23,4	17,4
Danemark	23,8	17,2
Luxembourg	22,4	17,1
Suisse	24,1	16,8
Italie	23,1	15,4
Ex-RFA	22,6	14,6

## b) Proportion de personnes âgées de plus de 65 ans dans la population totale

En %

	1965	1989
Suède	12,7	17,8
Norvège	12,0	16,3
Royaume-Uni	12,2	15,6
Ex-RFA	12,0	15,5
Danemark	11,4	15,5
Autriche	13,2	15,1
Italie	9,8	14,9
Belgique	12,6	14,7
Suisse	10,7	14,4
France	12,1	13,9
Grèce	9,0	13,7
Luxembourg	11,7	13,4
Finlande	8,0	13,2
Espagne	8,8	13,1
Portugal	8,5	13,0
Pays-Bas	9,6	12,7
Irlande	11,1	11,3
Islande	8,4	10,5

Source : OCDE, statistiques de la population active.

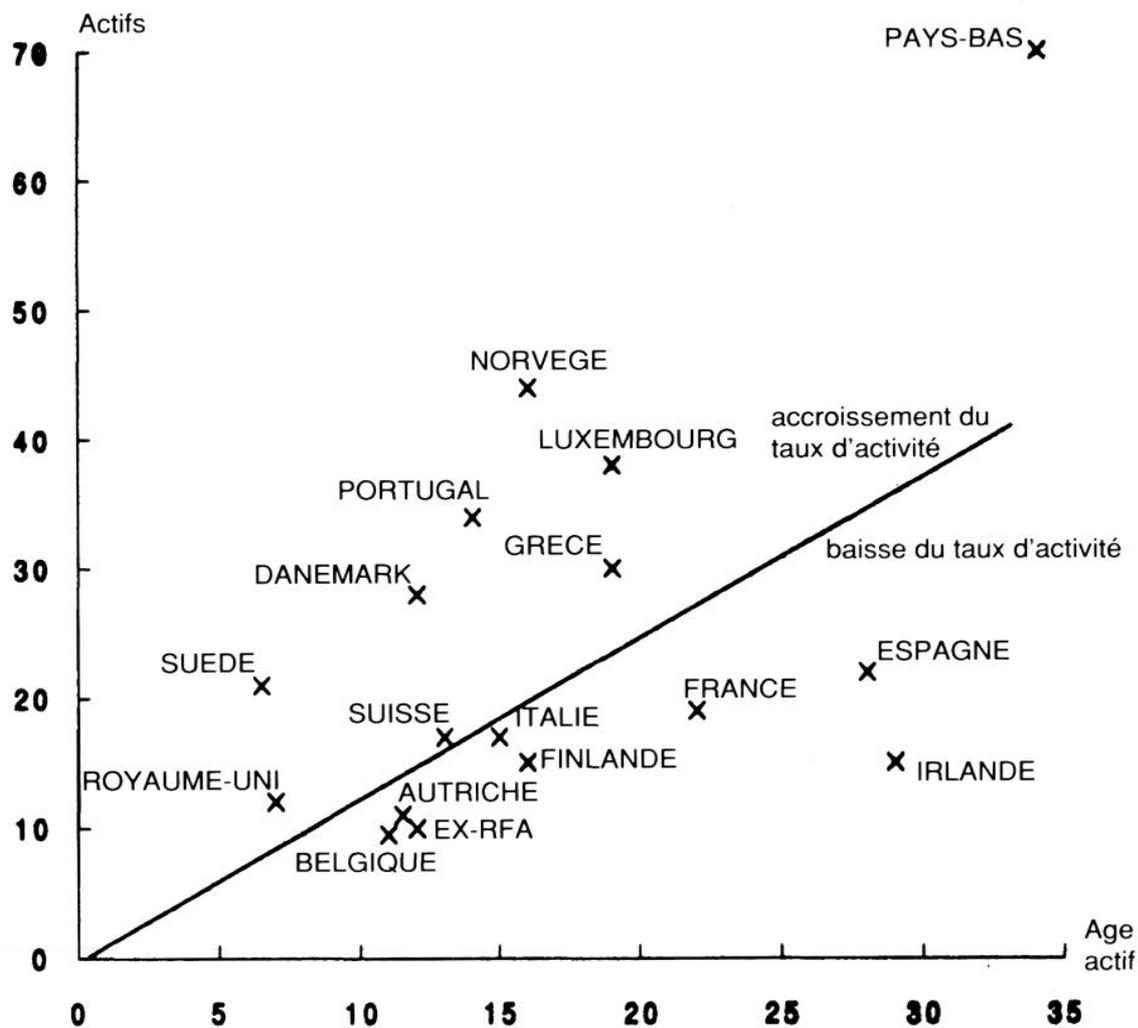
*Annexe 5. Nombre de personnes âgées de plus de 65 ans pour 100 personnes âgées de moins de 15 ans*

	1965	1989
Ex-RFA	53	106
Suède	61	100
Italie	42	97
Danemark	48	90
Autriche	56	87
Norvège	48	86
Suisse	44	86
Royaume-Uni	52	83
Belgique	53	81
Luxembourg	52	78
France	47	69
Pays-Bas	34	69
Grèce	35	69
Finlande	30	68
Espagne	32	64
Portugal	29	63
Islande	24	42
Irlande	36	41

Source : OCDE, statistiques de la population active.

Annexe 6

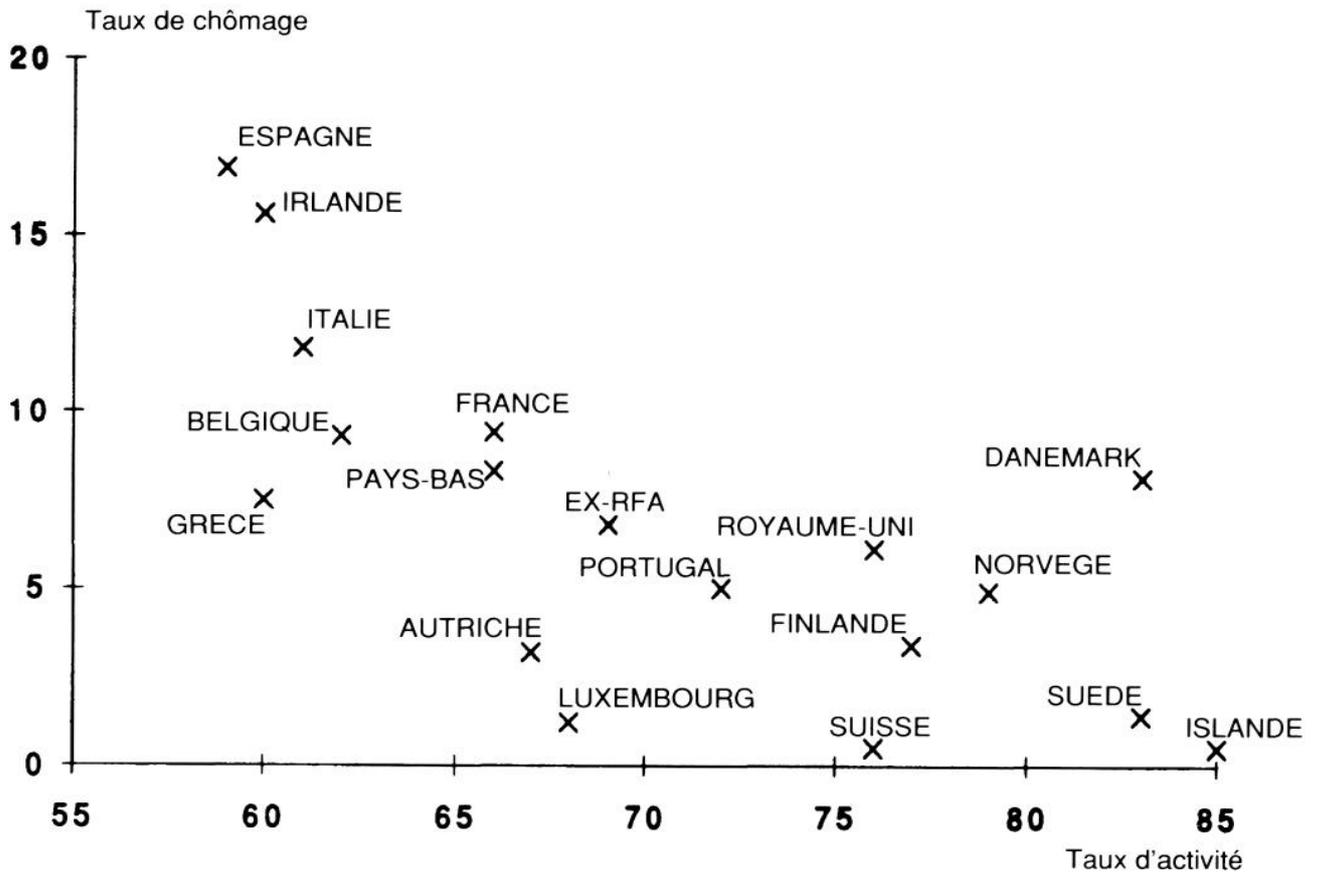
Augmentation, de 1965 à 1989, de la population d'âge actif et des actifs (en %)



Source : OCDE.

Annexe 7

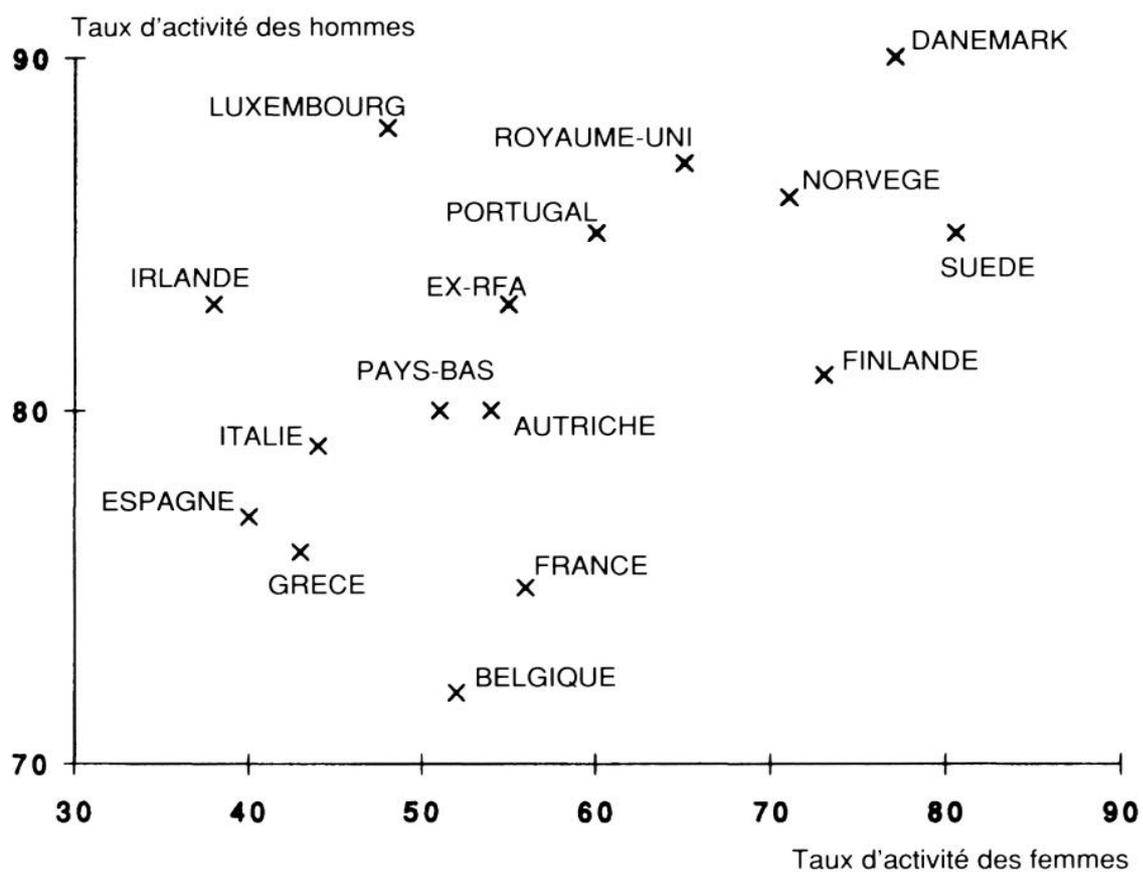
Le taux de chômage, fonction inverse du taux d'activité  
(taux en % en 1989)



Source : OCDE., calculs OFCE.

Annexe 8

Taux d'activité des hommes et des femmes en 1989 (en %)



Source : OCDE.

*Annexe 9. Les taux de salarisation*

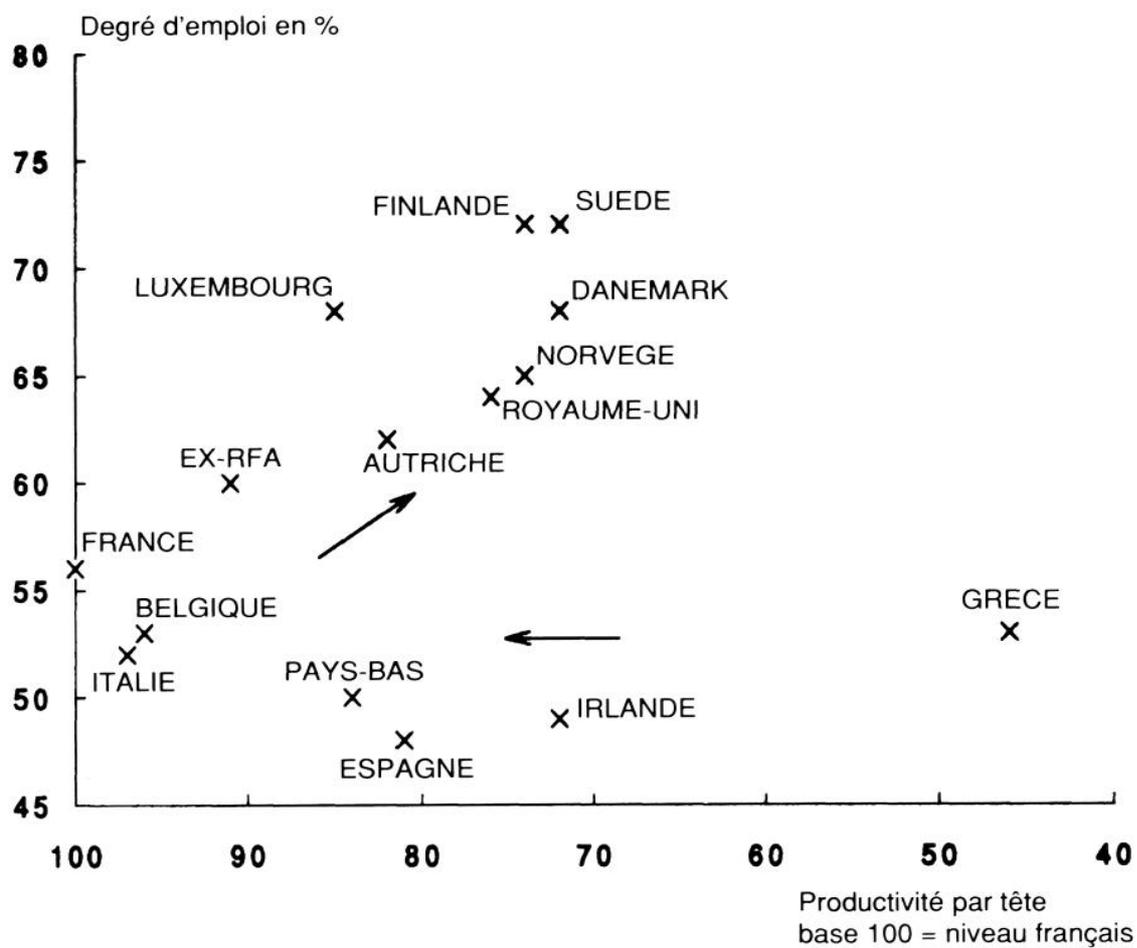
Salariés / actifs occupés, en %

	1965	1989
Suède	86,0	91,0
Luxembourg	76,5	90,0
Ex-RFA	80,5	89,0
Danemark	77,5	89,0
Pays-Bas	nd	88,5
Norvège	77,0	88,0
Royaume-Uni	93,0	86,0
Autriche	70,0	86,0
Finlande	70,0	85,0
Islande	82,0	85,0
France	74,0	85,0
Belgique	78,0	82,0
Irlande	65,5	75,5
Espagne	61,5	72,0
Italie	62,5	71,0
Portugal	74,0	70,5
Grèce	nd	51,0

Source : OCDE, statistiques de la population active.

Annexe 10

Degré d'emploi et niveau de la productivité par tête en 1989



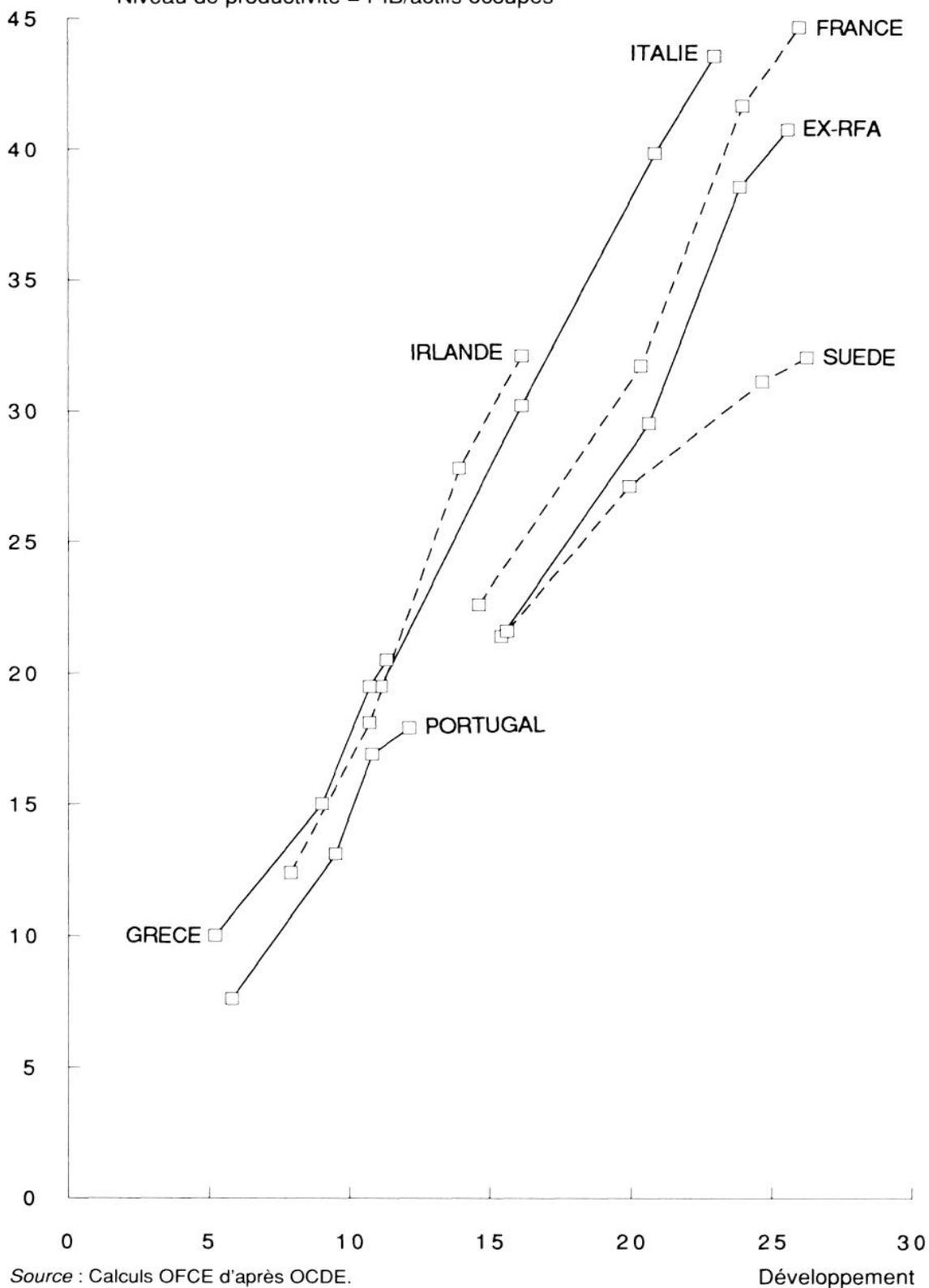
Source : Calculs OFCE d'après OCDE.

Annexe 11

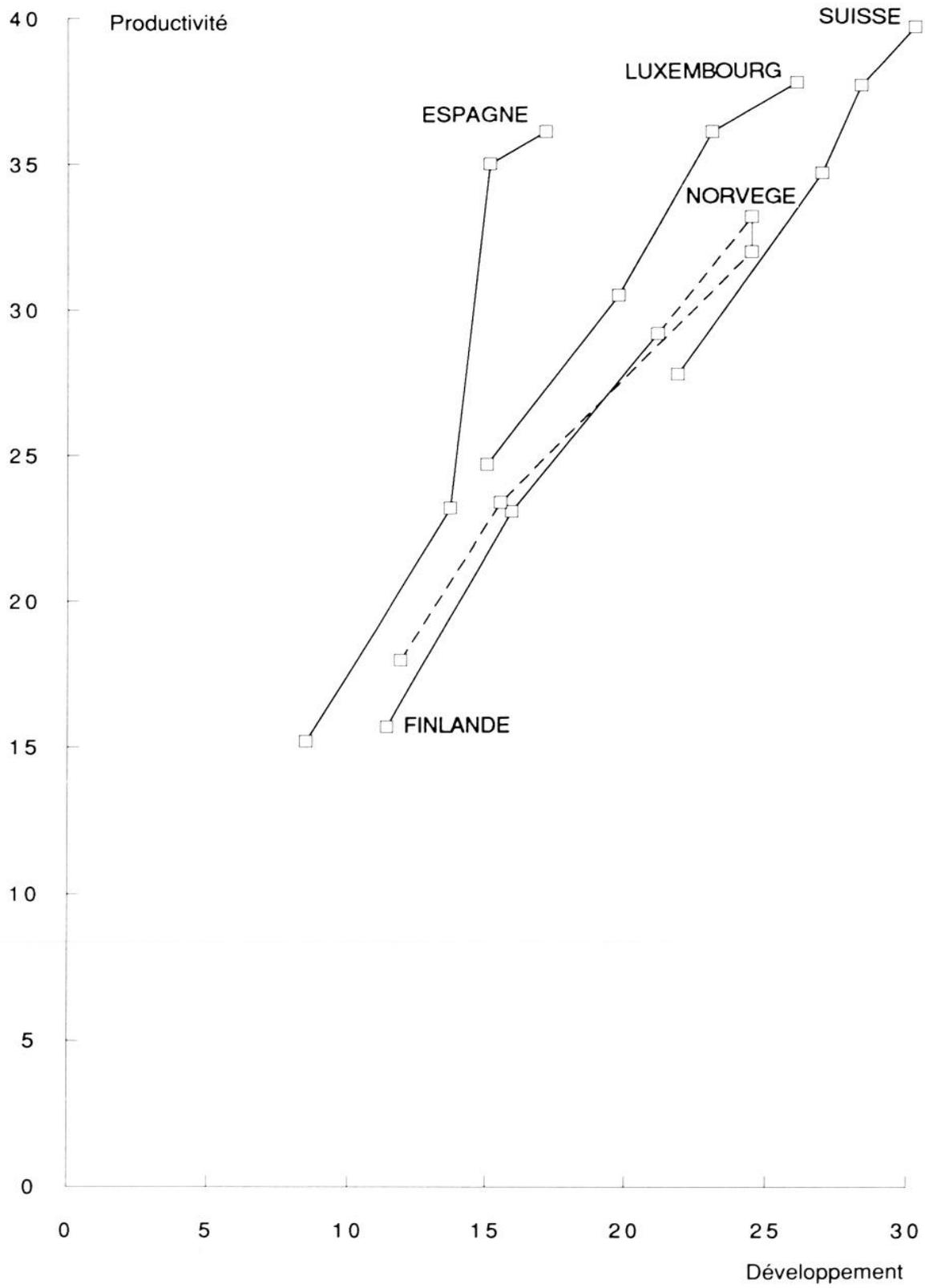
Evolution dans le temps du niveau de développement  
et du niveau de la productivité par tête  
Années 1965, 1973, 1986, 1989

Niveau de développement = PIB/personnes d'âge actif

Niveau de productivité = PIB/actifs occupés

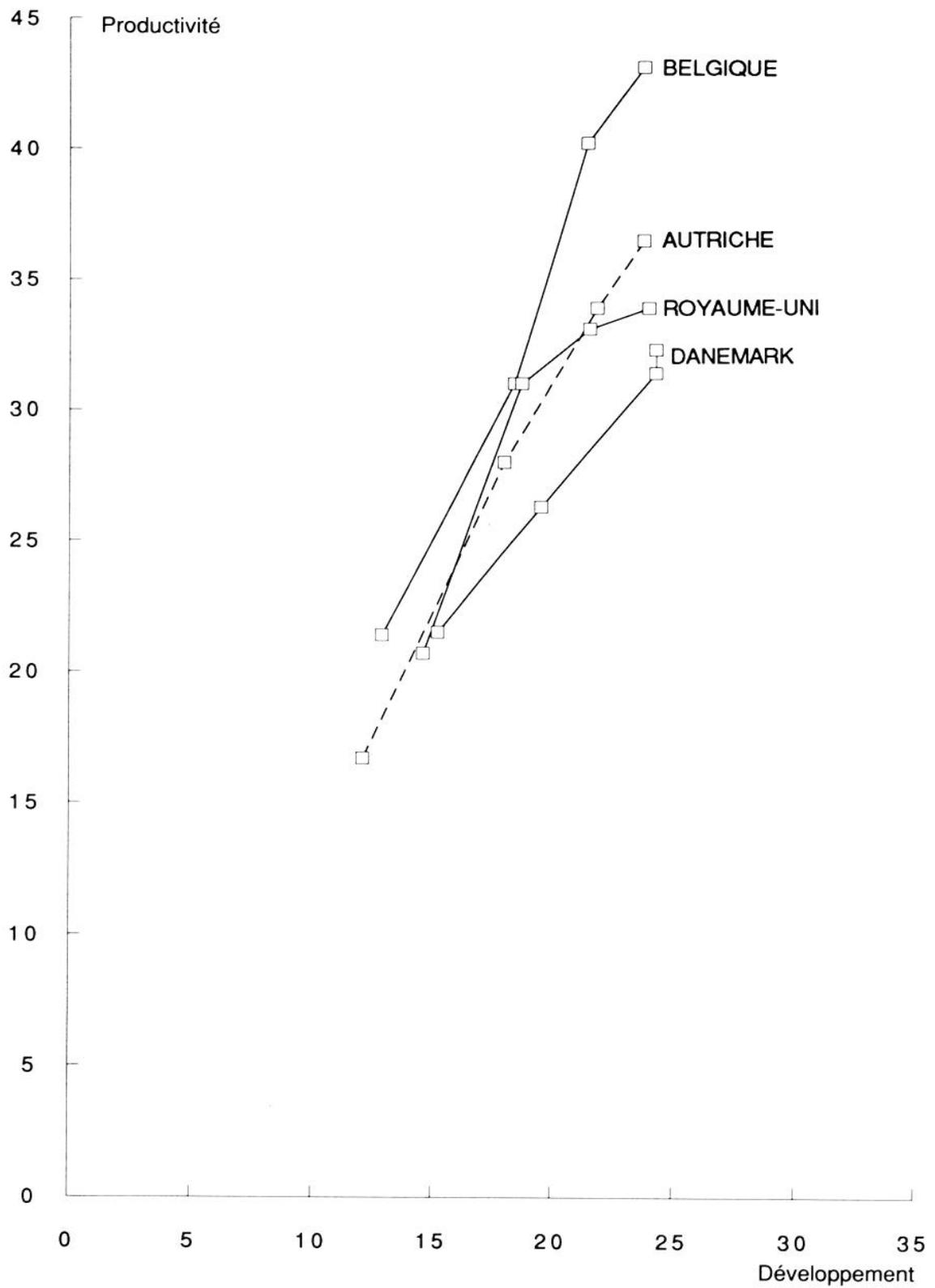


Annexe 11 bis



Source : Calculs OFCE d'après OCDE.

Annexe 11 ter



Source : Calculs OFCE d'après OCDE.

## Annexe 12. Niveaux de développement et productivité par tête

Niveau de développement* de la Suède en 1964				Niveau de développement* de la Suède en 1973			
Pays	Année où le niveau est atteint	Retard sur la Suède (en années)	Productivité relative**	Pays	Année où le niveau est atteint	Retard sur la Suède (en années)	Productivité relative**
Suisse	1950	- 14		Suisse	1962	- 12	
Suède	1964	0	100	Suède	1973	0	100
Ex-RFA	1965	1	102	Ex-RFA	1973	0	108
Danemark	1965	1	102	France	1973	0	116
Pays-Bas	1966	2	nd	Danemark	1976	3	104
France	1966	2	112	Islande	1977	4	102
Luxembourg	1966	2	116	Norvège	1979	6	101
Royaume-Uni	1967	3	103	Luxembourg	1979	6	116
Belgique	1969	5	119	Belgique	1979	6	129
Autriche	1970	6	115	Pays-Bas	1979	6	148
Islande	1971	7	110	Autriche	1981	8	121
Finlande	1972	8	105	Finlande	1983	10	100
Norvège	1972	8	107	Royaume-Uni	1983	10	114
Italie	1972	8	135	Italie	1985	12	142
Espagne	1988	22	166	Espagne	nd	nd	nd
Irlande	1988	24	143	Irlande	nd	nd	nd
Portugal	1955 <sup>(e)</sup>	> 30	nd	Portugal	nd	nd	nd
Grèce	1995 <sup>(e)</sup>	> 30	nd	Grèce	nd	nd	nd

(\*) Pib à prix constants aux PPA de 1985 / personnes d'âge actif

(\*\*) Productivité : pib à prix constants aux PPA de 1985 / actifs occupés

Productivité relative : pays considéré / Suède pour le même niveau de développement

(e) Estimations

Source : Calculs OFCE d'après OCDE.

*Annexe 13. Les taux d'investissement hors logement*

En %

	1973	1985	1989
Espagne	18,4	14,5	21,2
Norvège	25,4	17,9	20,8
Finlande	20,6	17,7	20,3
Autriche	21,6	17,9	19,6
Luxembourg	22,0	14,4	19,5
Suède	16,0	14,8	17,3
Italie	18,4	15,0	16,8
France	17,0	13,7	16,3
Royaume-Uni	14,2	13,7	16,3
Pays-Bas	17,3	14,1	15,9
Ex-RFA	16,6	14,0	15,5
Belgique	15,3	12,4	15,5
Danemark	16,1	14,5	14,8
Islande	20,3	16,1	14,7
Irlande	20,2	14,6	14,6
Grèce	21,8	15,1	13,8

Source : OCDE.

**Annexe 14. Niveau de l'investissement et taux d'emploi en 1989\***

Niveau de l'investissement = FBCF hors logement aux PPA par actif occupé

Taux d'emploi = personnes occupant un emploi/personnes d'âge actif

Niveau de l'investissement	Bas (≤ 5000)	Moyen ( 5 à 7000)	Elevé (≥ 7000)
Taux d'emploi			
Faible (≤ 65%)	Grèce Irlande	Italie Espagne Pays-Bas	France Allemagne Belgique
Elevé (> 65%)	Royaume-Uni Portugal	Danemark Suède	Norvège Finlande Autriche Luxembourg Suisse

\* La même configuration apparaît si l'on observe la variation des taux d'activité entre 1973 et 1989 et non leur niveau d'arrivée.

Source : Calculs OFCE d'après données OCDE.

*Annexe 15. Le niveau de développement relatif*

Pib / population d'âge actif, base 100 = niveau en Suède

	1965	1989
Suisse	140	115
Suède	100	100
France	93	99
Luxembourg	96	99
Ex-RFA	99	97
Islande	91	96
Norvège	76	93
Finlande	73	93
Danemark	97	93
Autriche	77	91
Royaume-Uni	94	91
Belgique	82	90
Italie	71	87
Pays-Bas	96	85
Espagne	57	65
Irlande	51	62
portugal	39	46
Grèce	33	43

Source : Calculs OFCE d'après données OCDE.

Annexe 16. Nombre de personnes à charge pour 100 actifs occupés

	1965	1989
Islande	149	87
Suède	109	90
Suisse	95	91
Danemark	119	97
Finlande	113	102
Luxembourg	150	109
Norvège	140	110
Royaume-Uni	119	116
Portugal	179	124
Ex-RFA	122	127
Autriche	142	128
Pays-Bas	nd	145
France	150	161
Belgique	161	171
Italie	162	173
Grèce	nd	173
Espagne	168	217
Irlande	171	226

Source : Calculs OFCE d'après OCDE.

*Annexe 17. Part de la consommation des ménages dans le PIB*

A prix constants, cvs

	1965	1989
Portugal	69,5	69,5
Grèce	64,7	66,2
Belgique	65,9	65,4
Espagne	66,3	65,0
Italie	56,3	63,5
Royaume-Uni	58,6	63,3
Islande	58,0	62,4
France	61,0	61,1
Suisse	59,0	60,4
Pays-Bas	56,5	59,4
Irlande	73,9	57,9
Autriche	59,3	57,8
Luxembourg	53,8	56,7
Ex-RFA	52,4	55,8
Suède	59,7	53,7
Finlande	55,5	53,6
Danemark	61,3	52,6
Norvège	54,7	45,8

Source : Comptes nationaux.

## Annexe 18. La consommation privée par habitant

Aux P.P.A., base 100 = niveau de la Suisse l'année considérée

	1955	1973	1989
Suisse	100	100	100
Luxembourg	73	79	98
Ex-RFA	56	79	91
France	63	74	85
Royaume-Uni	76	70	86
Italie	43	62	84
Belgique	67	71	82
Islande	53	62	79
Pays-Bas	61	72	76
Autriche	47	60	74
Suède	76	70	73
Danemark	69	70	70
Finlande	44	53	68
Norvège	53	51	61
Espagne	38	52	58
Irlande	47	45	49
Grèce	23	37	43
Portugal	23	38	39

Sources : OCDE, calculs OFCE.

*Annexe 19. Le degré de socialisation de la consommation des ménages  
en 1990*

Ratio : consommation des ménages au sens PCI / consommation des ménages au sens SCN

Danemark	139,6
Suède	137,1
Finlande	129,2
Norvège	129,1
Islande	125,5
Portugal	121,1
Autriche	119,5
Royaume-Uni	118,8
France	117,4
Irlande	116,8
Italie	115,3
Belgique	114,8
Espagne	112,9
Suisse	111,6
Grèce	111,3
Pays-Bas	110,6
Allemagne	109,0

Source : Calculs OFCE.

## Annexe 20. Typologie des pays européens

	Europe du Nord	Europe Germanique	Europe du Sud
Croissance de la population à long terme de 1965 à 1985	Moyen	Faible	Fort
Proportion de personnes âgées de moins de 15 ans en 1989	Moyen	Faible	Fort
Variation du taux de natalité de 1985 à 1989	Fort	Moyen	Faible
Taux d'activité en 1989	Fort	Moyen	Faible
Temps partiel en 1984	Fort	Moyen	Faible
Degré d'emploi en 1989	Fort	Moyen	Faible
Personnes à charge/actifs occupés en 1989	Faible	Moyen	Fort
Taux de salarisation en 1989	Fort	Fort	Faible
Niveau de développement en 1965 PIB/Population	Fort	Fort	Faible
Croissance PIB/Population de 1965 à 1989	Moyen	Faible	Fort
Croissance de la productivité /tête de 1965 à 1989	Faible	Moyen	Fort
Croissance des investissements par actif occupé de 1965 à 1989	Faible	Faible	Fort
Consommation marchande/tête ; 1989 PIB	Faible	Moyen	Fort
Consommation marchande/tête niveau en 1989	Moyen	Fort	Faible
Consommation : PCI/SCN en 1990	Fort	Faible	Moyen

Source : OFCE.